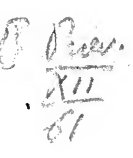

VITTORIO EM. III



CAMPAGNE

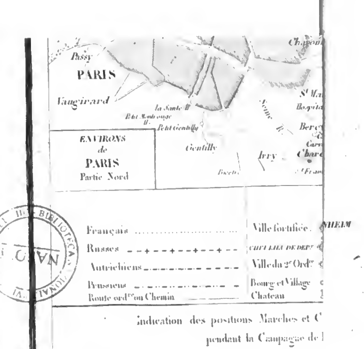
DE PARIS,

EN 1814.

Tout exemplaire qui ne sera pas revêtu de ma signature sera réputé contrefait.



DE L'IMPRIMERIE DE J.-B. IMBERT.



INDICATIONS

21 Déc.re 1813 N°1. Lorrach à 2 lieues de Bâle, point de dé part de l'Armée Austro-Russe, sous le commandem.t du Prince de Schwarzemberg

CAMPAGNE
DE PARIS,
EN 1814,

PRÉCÉDÉE D'UN COUP-D'OEIL SUR CELLE DE 1813,

OU

PRÉCIS HISTORIQUE ET IMPARTIAL DES ÉVÉNEMENS, DEPUIS L'INVASION DE LA FRANCE, PAR LES ARMÉES ÉTRANGÈRES, JUSQUES A LA CAPITULATION DE PARIS, LA DÉCHÉANCE ET L'ABDICATION DE BUONAPARTE, INCLUSIVEMENT; SUIVIE DE L'EXPOSÉ DES PRINCIPAUX TRAITS DE SON CARACTÈRE, ET DES CAUSES DE SON ÉLÉVATION; RÉDIGÉE SUR DES DOCUMENS AUTHENTIQUES, ET D'APRÈS LES RENSEIGNEMENS RECUEILLIS DE PLUSIEURS TÉMOINS;

ACCOMPAGNÉE D'UNE CARTE POUR L'INTELLIGENCE DES MOUVEMENS DES ARMÉES, DRESSÉE AVEC SOIN, ET AUGMENTÉE DU TRACÉ DES MARCHES.

PAR P.-F.-F.-J. GIRAUD.

SEPTIÈME ÉDITION,

Revue, corrigée et augmentée de plusieurs détails sur les Opérations militaires, et du Traité particulier qui rend Napoléon possesseur de l'Ile d'Elbe.

Consuesse Deos immortales, quò graviùs homines ex commutatione rerum doleant, quos pro scelere eorum ulcisci velint, his secundiores interdùm res et diuturniorem impunitatem concedere.

Cæsar. Comment. de bello gallico. Lib. I.

PARIS,

Chez A. EYMERY, Libraire, rue Mazarine, No. 30.

1815.

AVIS.

Nous croyons convenable de prévenir le Public, que cet ouvrage n'a aucune similitude avec celui de M. Schœll, publié par livraisons, et dont l'éditeur ne s'est proposé que de donner la *Collection des Pièces officielles.* Notre tableau est sans doute composé d'après des pièces officielles, et c'est ce qui en forme la substance; mais nous avons en outre recueilli et classé les faits et leurs détails, avec la méthode qu'exclut nécessairement une simple collection de pièces. Nous nous sommes servis, pour l'exécution de notre plan, des matériaux qui nous ont été fournis par plusieurs officiers supérieurs des troupes tant françaises qu'alliées; nous avons comparé également entre eux les rapports et bulletins officiels, publiés par les armées des puissances respectives, pour en faire sortir la vérité. Enfin, plusieurs habitans des provinces en-

vahies, témoins oculaires des événemens, nous ont aidés dans nos recherches, en nous donnant des documens précieux, et non encore publiés.

Le succès de notre travail a passé notre espérance; et la bienveillance avec laquelle les différentes éditions de *la Campagne de Paris* ont été accueillies, nous a commandé de nouveaux efforts pour mériter de nouveaux suffrages. Parvenus à la septième nous n'avons rien négligé pour lui donner le degré de perfection auquel le but et la forme de notre ouvrage nous permettent d'aspirer. Nous avons tâché de développer avec plus de précision et de clarté quelques manœuvres militaires importantes. Nous faisons connaître quelques nouveaux faits, entre autres divers détails honorables pour la Garde Nationale, et relatifs aux événemens du 30 mars. En un mot, c'est en tâchant de mieux faire que nous avons voulu montrer toute notre reconnaissance aux différentes per-

sonnes qui nous ont fait la faveur de nous aider de leurs lumières ou de leurs conseils.

Différens traits caractéristiques, que nous avons recueillis sur Buonaparte, ainsi que la pièce diplomatique peu connue qui a réglé le sort de ce personnage, et que nous avons publiée des premiers dans les éditions précédentes, complètent ce tableau.

L'histoire en prépare déjà de plus grands; le nôtre n'est qu'une esquisse que les siens remplaceront, mais dont la publication nous a paru utile pour mettre un grand nombre de lecteurs à portée de se former une opinion raisonnable sur des faits qu'ils n'ont guère connus que par leurs résultats, et sur un homme qui ne s'est guère montré qu'enveloppé des prestiges d'un charlatanisme dont les yeux de bien du monde ont été long-temps fascinés.

CAMPAGNE
DE
PARIS,
EN DIX-HUIT CENT QUATORZE,
PRÉCÉDÉE D'UN COUP-D'OEIL SUR CELLE DE L'AN 1813.

Le vaste empire qui s'élevait encore, à la fin de 1813, sur les riches et populeuses contrées circonscrites par les Pyrénées et les Alpes, le Rhin et les deux mers; qui comptait encore, en campagne ou dans ses places fortes, plus de cinq cent mille défenseurs; qui pouvait armer, pour les soutenir, un nombre au moins égal de citoyens, sortis des camps, et dans la force de l'âge; dont l'existence semblait garantie par vingt ans de victoire et par la prodigieuse fortune d'un chef qu'on avait cru long-temps l'arbitre des Nations, qu'on avait appelé l'*homme des Destinées;* ce vaste empire renversé dans une campagne de trois mois jusque dans ses fondemens; tous les princes de l'Europe occupant, inondant de leurs soldats les deux tiers de son territoire; ses propres guerriers ou rendus inutiles, ou sacrifiés dans des combats meurtriers et sans résultat; son chef lui même survivant à cette réputation de *génie*, dont le prestige fit si long-temps sa force; cet homme d'une activité si fatigante, frappé tout à coup d'une sorte de

stupeur, abattu sous la main de fer de la fatalité; et descendant, comme un acteur qui finit son rôle, d'un trône pour la conservation duquel il n'a pas su vivre, pour la défense duquel il semble n'avoir pas osé mourir : voilà un de ces étonnans spectacles que nous réservait un siècle fécond en révolutions; une de ces grandes catastrophes qui font époque dans l'histoire; une de ces crises qui décident du sort des peuples, et qui souvent étendent leur orageuse influence bien avant dans la postérité.

Le temps seul peut produire et produira sans doute des tableaux dignes de ce grand événement. Dans une esquisse rapide, nous n'avons dû que nous proposer d'en saisir les principaux traits.

Quelque funeste qu'eût été à la France et à Buonaparte le désastre de Moscow, quelque irréparable que fût principalement la destruction de sa cavalerie, on peut dire que cette campagne fut plus décisive encore par ses résultats moraux, que par l'étendue des pertes matérielles. Elle affaiblit en effet la confiance des troupes, et augmenta en proportion celle des ennemis; elle détruisit l'estime et le dévouement dans l'esprit des généraux; elle força les plus crédules à douter de la justesse des vues politiques, de la supériorité des talens militaires de l'*invincible*, et donna une énergie incalculable à la force de résistance que l'opinion avait déjà commencé à lui opposer.

Mais soit qu'une présomption démesurée, l'habitude des succès et le désir de la vengeance l'aveuglassent; soit que l'épilepsie dont il est attaqué

eût réellement porté atteinte à ses facultés intellectuelles (1); son orgueil, cruellement puni, ne fut pas corrigé. Il crut ou voulut faire croire, et répéta que les *élémens* seuls et la *fortune* l'avaient trahi; et, au lieu d'user des immenses ressources qui lui restaient encore pour conclure une paix avantageuse, il se hâta de les rassembler toutes pour les exposer de nouveau aux caprices de cette *fortune* dont il reconnaissait l'empire, pour jouer sur des champs de bataille sa famille et sa couronne, ses derniers alliés et ses derniers sujets.

Dès le mois de janvier 1813, on put remarquer dans les journaux français, des *extraits de ceux de Londres*, extraits, la plupart du temps, fabriqués *à Paris*, et qui annonçaient que *Buonaparte n'était pas mort* (et nous ne le savions que trop bien), que l'*armée française n'était pas anéantie*; que ni l'empereur de Russie, ni le Régent d'Angleterre, ne pourraient rétablir l'indépendance de la Hollande, de Hambourg et de toutes les autres conquêtes de Napoléon; que tous ces changemens étaient aussi *impossibles que le retour des Bourbons en France*. Il est vrai qu'on a reconnu depuis, qu'en effet il n'avait fallu pas moins que tout *le génie* de Buonaparte pour les y ramener. Ces attaques polémiques préludaient à des hostilités plus sérieuses; et bientôt, pour se mettre en état de continuer

---

(1) Des militaires, qui ont été à portée de voir et de juger Buonaparte, témoignent que, depuis Moscow, il a donné des indices multipliés d'aliénation mentale.

la guerre au-dehors, on recommença, avec une nouvelle activité, celle qui se poursuivait déjà depuis long-temps en France contre le dernier homme et le dernier écu; on aurait pu même ajouter alors : contre le dernier cheval.

Un sénatus-consulte du 10 janvier, pour remplacer, y est-il dit, les trente mille Prussiens dont la trahison du général Yorck avait affaibli l'armée française, mit à la disposition de Napoléon trois cent mille hommes, pris également dans les gardes nationales, dans les conscriptions antérieures à 1813, et dans celle de 1814. On ajoutait dans les pièces officielles, que celle de 1813 avait déjà fourni trois cent mille hommes, avec lesquels on aurait pu entretenir la guerre, s'il n'avait fallu remplir le vide causé par la défection des Prussiens.

Bientôt un nouvel acte du 5 février pourvut au gouvernement et aux soins de l'intérieur, en conférant la régence à l'Impératrice, et autorisant le couronnement du *Roi de Rome :* faible garantie d'une couronne chancelante, et que la tête même de son père ne pouvait plus soutenir.

A cette même époque, se mêlaient les unes aux autres, et se succédaient rapidement les dispositions militaires, et les manœuvres sur l'esprit public. On menait les chevaux comme les hommes, accoutumé que l'on était à traiter les hommes comme des chevaux. Des propriétaires étaient tout étonnés de s'entendre annoncer qu'on acceptait le don du cheval qu'ils n'avaient pas offert; des conseils départementaux apprenaient de leur préfet (comme à Paris, par exemple,)

qu'ils avaient voté au nom du cultivateur, mais sans le consulter, l'offrande ou l'expropriation des utiles compagnons de ses travaux. Les conscrits, que la gendarmerie conduisait quelquefois garottés, qu'on transportait sur des charrettes, comme le bétail que l'on mène à la tuerie, lisaient sur les gazettes l'historique des transports qu'ils avaient manifestés en quittant leur famille, pour voler aux drapeaux à la voix *de la patrie* et *de l'honneur*. Le Roi de Naples recevait l'affront de se voir enlever le commandement qui passait au prince Eugène, comme ayant *l'habitude de l'administration* et *la confiance de l'Empereur*. Du reste l'on déployait avec complaisance l'étalage des forces françaises et alliées, qui se rassemblaient en Allemagne; on démentait, on atténuait les avantages des Russes. Dantzick était contre eux un boulevard *inexpugnable*; l'Allemagne elle-même, bien que menacée, *n'avait rien à craindre* ni des intrigues de l'Angleterre, ni de l'*irruption des barbares* qui seront renvoyés d'*autant plus vite qu'ils se seront avancés davantage*. Dans l'intérieur, des adresses commandées, et dont même on tenait des modèles *en blanc* aux ministères, plus spécialement chargés de la direction de l'esprit public, promettaient les sacrifices les plus grands, le dévouement le plus absolu : telles furent les principales circonstances qui précédèrent et annoncèrent la campagne de 1813, et qu'on put regarder comme les indices avant-coureurs des efforts et du sang qu'elle couterait.

Avant d'ouvrir cette campagne, Napoléon crut devoir soumettre ses projets ou plutôt ses déter-

minations à la complaisante sanction du Corps Législatif. Il eut l'effronterie de déclarer (le 14 février), à la face de la nation, à la face de l'Europe, que les Anglais étaient forcés d'évacuer l'Espagne; qu'il avait triomphé en Russie de tous les obstacles créés par la main des hommes : mais que la rigueur *excessive et prématurée* de l'hiver, avait tout fait changer. « *J'ai fait de grandes » pertes*, dit-il enfin; *elles auraient brisé mon » âme, si j'avais dû être accessible à d'autres » sentimens qu'à l'intérêt, à la gloire, à l'a» venir de mes peuples* ». Après s'être ainsi honoré de son *impassibilité* pour la perte de trois cent mille hommes, les uns victimes en quelques jours de son ambition, les autres sacrifiés au besoin d'assurer sa fuite, il ajoutait que, tant que cette guerre durerait, ses peuples devaient s'attendre *à toutes sortes de sacrifices;* et que cependant, moyennant certaines mesures du ministre des finances, il ne devrait imposer *aucune nouvelle charge* à ces mêmes peuples. Il est vrai qu'alors il avait pris sur lui, d'avance, le soin d'augmenter de sa pleine autorité divers impôts indirects.

Mais bientôt les événemens allaient le forcer à combattre l'ennemi autrement que par des assertions mensongères, et dont chaque circonstance nouvelle démentait l'exagération, en le réduisant lui-même à des aveux contraires à ses fastueuses annonces (1), à ses rodomontades charlatanes-

(1) Il avait déclaré au Corps Législatif que les *Russes rentreraient dans leur affreux climat*, que *la dynastie*

ques. Le vice-roi, trop faible en cavalerie (et la cavalerie, avait-on dit, était toute réorganisée), se retirait sur l'Elbe; il ramenait, selon l'évaluation de nos Bulletins, autour de Magdebourg, cent mille hommes et trois cents canons (1). Cette Allemagne qui n'*avait rien à craindre*, était fortement entamée: on évacuait Hambourg. La Prusse, dont quelques semaines auparavant on louait la fidélité, on annonçait les formidables armemens; la Prusse, dont le monarque recevra peut-être de l'histoire le reproche de ne s'être pas montré assez à temps l'ennemi de Buonaparte, mais qui expia ce tort par l'humiliation d'avoir eu à essuyer les hauteurs, à dévorer les insultes dont le moderne Attila payait la soumission des Rois attachés à son char (2); la Prusse, disons-nous, fatiguée de tant de malheurs, irritée de tant d'affronts, se plaçait

---

française continuerait de régner en Espagne, qu'il ne traiterait à aucune condition déshonorante pour le grand Empire; et ce fut lui qui, un an après, offrit à Ferdinand de replacer la couronne sur sa tête.

(1) On a estimé que les troupes en état de combattre pouvaient s'élever à quarante mille hommes.

(2) Les tyrans, qui savent au fond se rendre justice, redoutent toujours ceux qu'ils ont offensés. Buonaparte, bien convaincu que le Roi de Prusse n'était que trop autorisé à rompre de funestes engagemens, voulut s'assurer de sa foi en lui ménageant, comme aux princes d'Espagne, l'honneur de se jeter *librement* dans les bras de son allié, et son enlèvement fut ordonné. Pour prévenir cette violence, le Roi se réfugia promptement à Breslaw: mais il eut encore le chagrin de s'entendre hautement accuser de perfidie par celui même dont il avait à grand'peine évité l'odieuse déloyauté.

avec l'énergie du désespoir dans les rangs de nos ennemis.

Napoléon court à la guerre comme à la vengeance. Aux hyperboles du Sénat, aux menaces *de la puissance* et *des armes du génie*, et *du vol des aigles vengeresses*, devant qui tout doit trembler, on ajoute des renforts plus réels, des ressources plus sérieuses. Une nouvelle levée de cent quatre-vingt mille hommes est mobilisée; on appelle au-delà des frontières quatre-vingt mille hommes de ce premier ban, à qui on avait *défendu de les franchir;* sous le titre de *gardes d'honneur*, on ravit, *par insigne faveur*, aux familles les plus distinguées, la jeunesse que, jusqu'ici, la richesse ou les places avaient soustraite aux *conscriptions plébéiennes*. Enfin les lois antérieures qui consacraient les exemptions et les remplacemens achetés au poids de l'or, sont partout impudemment violées; et la France entière semble convoquée à ses propres funérailles. C'est après ces grands mouvemens, après cet immense développement de forces, que Napoléon quitte Paris et la France, que si peu de ceux qu'il en faisait sortir devaient revoir avec lui.

A s'en rapporter aux calculs officiels, il allait se trouver en campagne avec environ six cent mille hommes (1) : en y joignant les contingens

---

(1) La grande armée, sur l'Elbe, était de cent mille hommes; la conscription de 1813, de trois cent mille hommes : la levée des gardes d'honneur devait former un corps de dix mille hommes; le sénatus-consulte du



de ce qui lui restait d'alliés, l'*effectif* devait réellement approcher de ce nombre. Il est vrai que les deux tiers environ se composaient de nouvelles levées. Les places de la Pologne et de l'Oder étaient restées en outre occupées par de nombreuses garnisons. On pouvait en évaluer la force à près de soixante-dix mille hommes, dont quarante-huit mille dans les premières, et le reste dans les autres (1). L'événement, au reste, prouva que cette disposition était une faute militaire. Les places fortes sont toujours le gage de la victoire et le prix du vainqueur. Les soixante-dix mille hommes d'excellentes troupes dont se privait Buonaparte en les y enfermant, eussent probablement plus ajouté à ~~ses forces, que la~~ nécessité de leur opposer des corps d'observation n'en retirait à l'ennemi. Cette erreur de l'homme qui s'était fait proclamer le premier capitaine de l'Europe, n'est pas la seule que les gens du métier lui

---

3 avril, augmentait cette force de cent quatre-vingt mille hommes. Il faut y joindre tout ce qui, sans être renfermé dans des places fortes, n'était pas autour du Vice-Roi. On ne parle pas ici des trois cent mille hommes dont la levée fut ordonnée le 10 janvier, pour remplacer ce qui se portait de l'intérieur à l'armée : mais on peut croire qu'une partie fut employée activement, après l'organisation des gardes nationales, qui, lors du départ de Napoléon, se trouvaient chargées de veiller à la sûreté et à la défense d'un grand nombre de départemens.

(1) On comptait à Dantzick trente mille hommes; à Modelin huit mille; à Thorn cinq mille cinq cents; à Zamosc quatre mille; à Czentoschau neuf cents. Stétin, sur la ligne de l'Oder, était gardée par neuf mille hommes; Glogau par six mille; Custrin et Spandau par trois mille chacune.

reprochent dans cette campagne, qui fut, à proprement parler, sa dernière. Il y arracha encore quelques faveurs à la victoire : mais son désastreux résultat, comparable à celui de la retraite de Moscow, et plus honteux encore, puisque, cette fois, l'on n'eut point à combattre les climats, qui seuls ne peuvent *être maîtrisés par le génie et le courage* (1), amena comme conséquence nécessaire les revers et l'issue de celle de Paris, où *le héros s'évanouit*.

Dans le plan que nous nous sommes proposé, et voulant principalement nous attacher à présenter la marche et le dénouement de cette grande catastrophe, nous ne jetterons qu'un coup-d'œil rapide sur les événemens de la campagne de 1813, et autant seulement qu'il sera nécessaire pour faire sentir l'influence qu'ils eurent sur celle de 1814.

Napoléon, parti de Paris le 15 avril, se hâta de chercher l'ennemi qui avait poussé ses premiers corps jusqu'au-delà de Leipsick; et bientôt une grande bataille, livrée le 2 mai, auprès de Lützen, parut, du moins pour la France trompée, lui rendre sa supériorité accoutumée. Un Bulletin pompeux, rempli de forfanteries prématurées et de réticences mensongères, annonça que cent cinquante à deux cent mille ennemis (2) avaient été *défaits et mis en déroute* par moins que la moi-

(1) Expression du rapport du ministre des relations extérieures, lu au Sénat, séance du 2 avril.

(2) Les Alliés n'engagèrent que soixante-dix mille hommes. La conduite de la Saxe leur fit commencer leurs opérations avec beaucoup de mesure et de réserve.

tié de l'armée française. « Cette bataille, ajoutait-
» on, comme un coup de tonnerre, a pulvérisé
» les chimériques espérances et tous les calculs de
» démembrement de l'Empire. Les trames téné-
» breuses, ourdies par le cabinet de Saint-James,
» se trouvent *en un instant dénouées, comme*
» *le nœud gordien, par l'épée d'Alexandre* ».
En un mot, il fallait renoncer à l'espérance *de faire rétrograder l'étoile de France;* et les conseillers, qui voulaient démembrer l'Empire français, et humilier l'Empereur, *proposaient la perte de leurs Souverains.*

On avoua d'ailleurs que la lutte avait été terrible, et nous coûtait dix mille hommes; que l'ennemi avait prévenu plusieurs combinaisons de Napoléon; que notre centre fut forcé de plier. Il est certain que les nouvelles levées compromirent le sort de la journée, et qu'elle eut été perdue sans le dévouement héroïque du général Girard, qui, atteint de plusieurs blessures, soutint, en refusant de quitter le champ de bataille, la résistance d'un faible et dernier corps, dont l'ébranlement eut décidé notre déroute. Ce général ne fut point récompensé (1).

(1) Le général Girard était à peine guéri de ses blessures, qu'il courut à de nouveaux dangers. Le 27 août il soutint, avec sept mille hommes, l'attaque d'une division de vingt-cinq mille Prussiens et Russes, depuis une heure jusqu'à sept d'après-midi, sans perdre un pouce de terrain. A cette nouvelle affaire, il avait déjà onze balles tant dans ses habits que sur son cheval, lorsqu'une grièvre blessure au bas-ventre le força, par la perte de son sang, à ordonner une retraite que l'ennemi n'osa inquiéter.

Le soldat prussien qui l'avait blessé fut fait officier et

Au reste, ce qui prouve sans réplique que l'ennemi resta maître de sa retraite, et qu'il l'opéra d'après des dispositions combinées, c'est que le nombre de ses prisonniers fut insignifiant, qu'aucun de ses blessés ne fut abandonné sur le champ de bataille, qui était jonché des nôtres. On lit dans le Bulletin que ce champ de bataille offrit *le spectacle le plus touchant;* que les jeunes soldats blessés faisaient trève à leurs douleurs, pour crier : *vive l'Empereur!* Mais l'histoire ajoutera que bientôt ce même champ offrit *le spectacle le plus exécrable*; et que, pour prix de leur dévouement, ces blessés furent horriblement écrasés sous les pieds des chevaux, sous les roues des charriots de la maison même de Napoléon, dans un mouvement rapide, qu'avait occasioné un *houra* inattendu de l'ennemi. Selon les rapports des Alliés, ils repoussèrent, pendant toute la journée, les attaques des Français, et offrirent le lendemain, à leur chef, un nouveau combat, que celui-ci refusa, pour manœuvrer sur leurs derrières, et couper leurs communications avec l'Elbe. Par suite de ce mouvement, et de l'entrée des Français dans Leipsick, ils se décidèrent à se couvrir de ce fleuve. Ainsi Napoléon marcha vers Dresde, où il entra le 8 mai.

Il parut croire alors que l'ennemi allait se porter derrière l'Oder, et il dirigea la marche de ses

---

décoré sur le champ de bataille; et le général français n'eut encore pour récompense que l'oubli même dans les journaux. Que lui manquait-il donc ? Il ne savait pas faire sa cour.

troupes en conséquence de cette supposition. Mais ses adversaires plus clairvoyans, ou mieux instruits que lui sur le but des mouvemens de l'Autriche, qui se préparait à offrir, pour la pacification de l'Europe, une médiation armée, ne songeaient point à lui laisser couper, en abandonnant tant de terrain, leurs communications avec cette puissance; et bientôt ils s'arrêtèrent dans de fortes positions autour de Bautzen. Ce fut là que les deux partis se choquèrent de nouveau, le 19, le 20 et le 21 mai. Le premier jour, en essayant d'arrêter la jonction de deux de nos corps, l'ennemi eut quelqu'avantage sur le 5e, et lui prit mille hommes et dix canons. Mais à la fin de cette affaire d'avant-garde il fut contraint de se replier. Le lendemain nous occupâmes les hauteurs de Bautzen, après une action que les rapports ennemis présentent comme une très-chaude bataille. La troisième journée lui fit abandonner les lignes formidables de Würschen, que le maréchal Ney avait tournées par une habile manœuvre, et détermina sa retraite vers la Silésie. C'est cet engagement que nos Bulletins présentèrent comme le plus important, tandis que les Alliés ne le regardent que comme un mouvement décidé d'avance.

Les nouvelles de ces affaires ne furent publiées à Paris que le 31 mai. On insistait avec force sur la *déroute* de l'ennemi : cependant on ne disait plus que le *nœud gordien était encore une fois coupé*; on convenait qu'on ne lui avait pris que dix-neuf canons; que l'on n'avait pu lui enlever de drapeaux, parce qu'il *les tenait sur ses derrières*; et cependant ce récit si modeste était encore une forfanterie, puisqu'il avait opéré sa re-

traite sans perdre une seule pièce. Ces batailles ne furent donc que de brillantes boucheries. Elles n'empêchèrent point les Alliés de faire approcher ni de recevoir de nouveaux renforts; et, appuyés d'un côté sur la Bohême, de l'autre sur l'Oder, ils continuèrent de nous présenter un front redoutable. Ce fut dans ces circonstances qu'une suspension d'armes vint un instant rendre à l'Europe l'espérance, presque aussitôt évanouie, d'une pacification générale : les hostilités cessèrent dès le premier juin.

En consentant à l'armistice que suivirent les négociations de Prague, Napoléon prouvait assez que ses *victoires* de Lützen, de Bautzen et de Würschen, avaient été *des consommations d'hommes* sans résultat décisif; que sa prépondérance continuait de décliner; que s'il pouvait encore traiter avantageusement de la paix, il avait, en perdant son ascendant, perdu le droit d'en dicter les conditions. Ce qui le prouvait mieux surtout, c'était l'attitude de l'Autriche, qui, encore notre alliée, demandait, les armes à la main, qu'on ouvrît des négociations de paix, qui menaçait de tourner ses armes contre la puissance, quelle qu'elle fût, dont les prétentions prolongeraient le fléau de la guerre, et qui, par sa démarche seule, par sa conduite en tout favorable aux coalisés, indiquait clairement qu'elle s'attendait que cet *ennemi public* se rencontrerait dans Napoléon.

Dans ces mêmes circonstances, la Suède, qui n'avait qu'à se plaindre de ses relations avec la France, avait envoyé sur les champs de bataille ses troupes et le capitaine que nous lui avions

donné, et dont l'épée devait être de quelque poids dans la balance où se pesaient les destinées de l'Europe. La Prusse entière était armée; les inquiétudes que nous donnaient sa *Landwher* et son *Landsturm*, sont écrites dans les déclamations de nos journaux contre ces mesures *contraires au droit des gens*, *indignes de peuples civilisés*, et que pourtant ces mêmes journaux, quelques mois plus tard, appelèrent à grands cris, comme *seul moyen de sauver la patrie*. Enfin, les communications, sur les derrières de l'armée, étaient interceptées, et de nombreux partisans enlevaient hommes, convois et munitions.

On sait que les négociations furent sans effet (1), que chacun en appela à son épée. Mais avant leur rupture, il se passa un événement en apparence sans conséquence, et qui cependant produisit beaucoup de sensation. Le 26 juillet au soir, Napoléon vient tout à coup se joindre à l'Impératrice, qui s'était rendue de son côté à Mayence, se montre pendant cinq ou six jours occupé à passer des revues, et retourne à son armée, sans que ce voyage subit paraisse avoir produit rien de plus important. Dans la

(1) L'histoire remarquera que, tandis qu'on négociait, de grossières injures, sorties des arsenaux de la police, étaient insérées, *par ordre*, dans les journaux, contre un ministre russe, M. Amstaett; qu'en même temps Napoléon protestait de ses *dispositions pacifiques*, et accusait les Anglais de paralyser les opérations du congrès... C'étaient toujours *les Anglais* qui faisaient tout en France; et on l'a tant dit, que cela a fini par être vrai, *à la lettre*.

disposition générale des esprits accoutumés à n'attendre que des choses extraordinaires de cet homme, qui fut en effet beaucoup trop singulier, on se perdit en conjectures. La plus étrange, selon la coutume, fut la mieux accueillie; et la voix publique l'accusa d'avoir voulu attirer dans un piége l'Empereur, son beau-père, pour se rendre maître de sa personne, et empêcher sa prochaine alliance avec les ennemis. En supposant que ce fut une calomnie, on conviendra que l'on ne *calomnie* ainsi que ceux dont on croit avoir le droit de *médire*, et qu'on n'impute de pareils crimes qu'à ceux qui s'en sont montrés et en sont reconnus capables.

Cependant l'armistice expirait. L'Autriche, qui dès le mois d'avril, et ensuite postérieurement à la connaissance de nos premières victoires, s'était engagée à soutenir avec cent cinquante mille hommes des propositions de paix, avait envoyé, le 12 août, la déclaration formelle de son accession à l'alliance de la Russie. Elle motivait sa rupture sur la nécessité de réprimer les envahissemens perpétuels de Napoléon, et de le forcer à une pacification dont elle l'accusait d'avoir, pendant l'armistice, rejeté ou éludé tous les moyens. Napoléon se prépara aux hostilités, et consulta ses généraux. Il paraît que l'opinion des militaires éclairés était de quitter la position de Dresde, et de se rapprocher du Rhin, à cause des avantages que donnait désormais aux ennemis la Bohême, qui leur offrait pour retraite une forteresse inexpugnable, formée par la nature même, et d'où, pouvant agir sur notre droite et nos derrières, ils devaient bientôt nous mettre

dans l'impossibilité d'avancer ou de reculer. On assure aussi que Napoléon convint que cette opinion était la plus raisonnable, mais que *sa gloire* ne lui permettait pas de battre en retraite; et il fit ses dispositions pour attaquer en même temps à gauche, à droite, en avant, la Prusse la Bohême et la Silésie (1). Les hostilités étaient reprises du 12 août. De beaux faits d'armes soutenaient sur le Boder, l'honneur de nos troupes et notre gloire militaire. Mais ces lauriers ne faisaient que parer la victime; et nos succès mêmes, toujours chèrement achetés, avançaient l'instant de revers décisifs. Déjà le prince de Suède avait forcé à une retraite qui fut à la vérité très-glorieuse, le duc de Reggio, dont on continuait de nous annoncer la *prochaine entrée* dans Berlin. Bientôt Napoléon lui-même, que des avantages trompeurs entraînaient au fond de la Silésie, est obligé de laisser écraser le maréchal Macdonald sur le Boder, tandis qu'il en ramène sa garde au pas de course, pour défendre Dresde, que cent cinquante mille hommes, débouchant de la Bo-

---

(1) On apprit à Paris, vers le milieu de septembre, que le général Jomini, chef d'état-major du troisième corps, avait été condamné à mort, comme traître et déserteur à l'ennemi, au moment de l'armistice. On sait aujourd'hui que cet officier d'un grand mérite, ne fit que fuir, pour sauver sa vie menacée de toute la fureur de Napoléon, à qui il avait osé *démontrer la nécessité d'un mouvement rétrograde*, et qui, pour toute réponse, le traita de lâche; croyant sans doute détruire, par cette injure, l'effet que produisait sur l'opinion des militaires, celle d'un général expérimenté et estimé.

hême, venaient attaquer. Les combats terribles du 26 et du 27 août, firent échouer le but principal de cette attaque. Napoléon y reçut une nouvelle faveur de ce *hasard* qui était son génie; et le boulet qui frappa le général Moreau, en prolongeant le règne de son rival, prolongea les malheurs de l'humanité (1). Paris cependant eut ordre de se réjouir. Un mandement, plein de fanfaronnades militaires, et qu'on appela plaisamment *le bulletin du cardinal Maury*, annonça un *Te Deum* solennel pour les *dernières* victoires de l'Empereur; et Paris, acceptant l'au-

(1) Moreau était depuis le 16 août seulement auprès des Alliés. On a voulu lui attribuer, mais sans fondement, une grande part au plan des opérations qui décidèrent l'issue de cette campagne. Il est aisé de sentir qu'arrivé trop tard, et trop tôt enlevé, il ne dut pas exercer sur les événemens l'influence que l'on a paru croire. D'ailleurs, lorsque les passions qui sont encore en fermentation seront apaisées, on rendra justice à la pureté, à la générosité de ses vues: mais on pensera peut-être aussi qu'on eut pu employer ses grands talens, sa grande prépondérance plus utilement et plus adroitement. En se mettant à la tête des ennemis, comme militaire, il devait sans contredit ajouter à leur force; mais il perdait l'avantage d'agir sur l'opinion comme citoyen. Si Moreau eût pu se présenter en France avec un corps formé de prisonniers français, il eût opéré une révolution politique, il eût été l'*homme* de la nation et de la loi; en Allemagne, il ne pouvait que gagner, peut-être même perdre des batailles; il était l'homme de la force, et la force pouvait l'entraîner au-delà de ses calculs.

L'élévation d'une Archiduchesse d'Autriche sur le trône de l'Empire français, et la coopération de son père à une guerre dirigée contre cet Empire, ont dû aussi singulièrement embarrasser la marche de la politique, et faire prendre plus d'une mesure fausse ou incomplète.

gure, répéta : *Eh bien! rejouissons-nous donc des* DERNIÈRES *victoires de l'Empereur!*

Cet empereur, déjà déchu dans les décrets de la Providence, consumait à Dresde son activité sans but en efforts impuissans. Partout il rencontrait des obstacles, partout il éprouvait des échecs (1). Et il accusait encore ses ennemis de manquer de plan et de résolution! et tandis qu'à Paris on donnait au Sénat la représentation de l'Archiduchesse d'Autriche déclarant la guerre à son père ; tandis que ce Sénat envoyait deux cent quatre-vingt mille nouveaux conscrits à la boucherie, le prince de Suède, injurié par les journaux, et qui leur répondait par des succès, qu'ils avaient ordre de dissimuler, réduisait, par ses manœuvres, Napoléon à quitter enfin cette position de Dresde qu'il avait si chèrement et si inutilement conservée. La Bavière, d'où il avait retiré l'armée qui devait la protéger, la Bavière, notre plus ancienne alliée, ainsi abandonnée contre la teneur du traité d'alliance, rompait ses liens funestes, et passait à nos ennemis. A Wachau, à Leipsick, la victoire nous devenait in-

(1) La défaite du général Vandamme, qui, le 29 août, s'était porté en Bohême pour couper l'ennemi, compensait celle que les Alliés avaient essuyée à Dresde, et leur rendait la confiance et la supériorité. Nous avouâmes en cette occasion la perte de six mille hommes et de trente canons. Peu de jours après, les combats malheureux du maréchal Ney, près de Wittemberg, ne nous furent pas moins funestes. Les 5 et 6 septembre, ses divisions, engagées sur un terrain désavantageux, furent battues isolément, malgré des prodiges de valeur. Nous perdîmes vingt-cinq mille hommes ! nous en avouâmes huit mille.

fidèle (1). Ce n'était plus une retraite ; c'était une fuite qui sauvait les débris de six cent mille hommes. Les gardes de Napoléon lui ouvrirent à coups de sabre un passage à travers les Français entassés sur le pont de la Pleiss ; et bientôt la foudre, allumée par ses ordres, en détruisant ce pont, allait conserver encore, par le sacrifice d'un tiers de l'armée, cet homme qui, de tant de naufrages, depuis son départ de l'Egypte jusqu'à celui de Fontainebleau, n'a jamais su sauver que lui.

Les affaires de Hanau, du 29 au 31 octobre, où trente mille tant Bavarois qu'Autrichiens l'arrêtèrent trois jours, ne prouvèrent que l'invincible courage des troupes et les talens des généraux. Une ruse heureuse lui assura, le 31, le passage qui lui avait été fermé la veille et l'avant-veille. On imagina de faire filer des ba-

---

(1) Les Bulletins français, auxquels Buonaparte a trop bien enlevé le droit de produire la conviction, rendirent de ces affaires un compte presque tout à notre avantage, et qui demanderait beaucoup de commentaires explicatifs. Ce qui nous paraît vrai, c'est que dans la journée du 16 octobre, à Wachau, les succès et les pertes furent à peu près balancés de part et d'autre ; qu'après celle du 18, l'armée française se trouva resserrée et acculée sur Leipsick ; que le 19, la retraite était devenue indispensable, qu'elle se fit avec désordre et précipitation, et que la destruction du pont de Lindenau ne fut point commandée *par un caporal*, encore moins par le colonel Montfort, qui n'était pas même sur les lieux, et qu'on s'est bien gardé de traduire à une commission militaire. Quant au courage des soldats français, il fut le même que dans les autres combats, c'est-à-dire, digne de lui-même, digne des éloges de l'ennemi.

gages de manière qu'ils présentaient une proie facile à l'ennemi ; il y courut en effet. Les soldats se livrèrent au pillage ; et pendant ce temps, un effort vigoureux et bien dirigé permit à Napoléon de continuer sa fuite, et de mettre enfin, à Mayence où il entra le 2 novembre, le Rhin entre lui et les Cosaques, qui lui avaient plus d'une fois fait courir le danger d'être pris.

Il s'y trouva précédé par les bruits les plus sinistres. Sur toute la frontière on le croyait perdu ; l'opinion se prononçait avec force. Pour ranimer les esprits, il eut recours à son incorrigible fourberie, et fit courir des gendarmes sur toute la ligne du Rhin, avec une proclamation annonçant que l'Empereur avait *exterminé*, à Hanau, les Bavarois et les Autrichiens, et que le retour de l'*auguste Souverain* devait dissiper toute crainte *sur les projets ultérieurs des ennemis*. Ce fut par ces nouvelles promesses qu'il termina la campagne de 1813 : promesses effrayantes pour ceux qui se rappelaient qu'il avait ouvert cette même campagne en annonçant avec la même assurance que l'Allemagne *n'avait rien à craindre des barbares*, et qu'ils allaient en être chassés : auspices funestes que ne justifia que trop la campagne de 1814. Nous allons en effet la lui voir commencer et terminer avec les mêmes caractères d'imprévoyance et d'obstination, avec tous les signes de cet esprit de vertige et d'erreur :

« De la chute des rois, funeste avant-coureur. »

et qui, avant de consommer sa perte, devait nous rendre une partie des maux que, sous ses ordres, nous avions répandus sur toutes les nations, et

faire partager à ses trop aveugles instrumens, le châtiment réservé par la justice éternelle à ses insolentes prospérités.

Tableau de la campagne de 1814.

Des revers, qui paraissaient incompréhensibles à la multitude, que les prestiges de Buonaparte avaient si long-temps séduite et tenaient encore dans l'aveuglement, avaient amené les forces de l'Europe sur toutes nos frontières. En vain on avait tout employé pour déguiser l'étendue de nos pertes; en vain on parlait encore de la désunion, de la mésintelligence des Alliés, de leurs défaites (qui les avaient conduits jusqu'au bord du Rhin), de l'incertitude de leurs plans, des chimères de leurs espérances : les résultats parlaient plus haut; et leur langage était profondément décourageant. Les journées seules des 16, 18 et 19 octobre, auprès de Leipsick, avaient mis au pouvoir de l'ennemi, uniquement en prisonniers, plus de quarante mille hommes, trois cents pièces de canons, mille caissons, des magasins immenses. Chaque jour de la retraite avait encore vu détruire et sacrifier toutes sortes d'équipages, pour accélérer la marche des troupes. Les affaires de Hanau coûtèrent près de 40 autres mille hommes, tant en prisonniers qu'en tués ou blessés, que pour passer plus vite l'on abandonna sur le champ de bataille (1); et la route de l'armée jusqu'à Mayence

(1) Il serait possible qu'il y eût ici quelque exagération de notre perte, dans les rapports étrangers. Cependant des calculs qui paraissent relevés avec soin, font monter

fut encore tracée avec des cadavres et des débris. Ajoutez quarante mille blessés transportés, en quinze jours, de Leipsick à Francfort, sans avoir été pansés, qu'on repoussa de France, de peur que leur présence ne vînt déposer contre les mensonges de Buonaparte, et qui, abandonnés au-delà du Rhin, y répandirent une épidémie contagieuse, à laquelle eux-mêmes ont presque tous succombé. Notre perte dans cette campagne a dû passer trois cent mille hommes; celle des prisonniers a été évaluée à 187,462 hommes; celle des canons à 900 pièces. On estime approximativement que le nombre des caissons pris ou détruits a été de trois à quatre mille.

On avait souvent vanté les grandes batailles où une seule journée de Buonaparte décidait du sort d'une nation; ici sa défaite décidait du sort du continent, et brisait le sceptre de fer dont il avait frappé le monde. En 1812, il dominait immédiatement sur une grande partie de l'Europe, et tenait l'Autriche, la Prusse et le Danemarck sous le joug de ses alliances; en 1813, cette Europe tout entière avait tourné ses armes contre lui, et il était réduit à la France, telle qu'il l'avait trouvée lorsqu'il vint s'en emparer. Le monopole immense des denrées coloniales, qu'il exerçait exclusivement, les contributions

---

à dix mille le nombre seul des prisonniers que nous y laissâmes. Au reste, cette affaire fut sanglante; mais les Bavarois n'y furent pas moins maltraités que nous, et ils ne nous poursuivirent que faiblement. Toutefois, au dire de tous les militaires, sans l'impétuosité et le dévouement de sa garde, jamais Napoléon n'aurait pu franchir ce mauvais pas.

de guerre de tous les pays où s'étendait son influence, enfin toutes les richesses de la France semblaient lui avoir créé des ressources inépuisables : celles du dehors s'étaient évanouies avec la monstrueuse chimère du système continental; et il ne lui restait plus en dedans qu'une administration en désordre, des dépenses arriérées, des charges au-dessus de ses revenus, et ce discrédit dévorant, fruit et indice de l'excès des besoins, et de l'impuissance des remèdes réparateurs. Les batailles de Smolensk, de Borodino, de Krasnoï, de Lützen, de Bautzen, de Hanau, avaient prouvé qu'avec des forces inférieures on pouvait lui résister; l'issue de la campagne ne laissait pas de doute qu'avec des forces égales il ne pût être battu, et qu'avec la supériorité du nombre il ne dût être écrasé. Enfin il n'avait pas su conserver la partie de l'édifice gigantesque qui était son propre ouvrage; et ce commencement de ruine causait de justes défiances sur les talens qui lui restaient à montrer pour la défense de ce qu'on lui avait transmis.

Cependant, il faut l'avouer, entouré de débris, il levait encore une tête menaçante, et il faisait déployer à la France une attitude formidable. Les frontières, encore intactes et hérissées de places fortes, mais munies de trop faibles garnisons, semblaient devoir arrêter long-temps ceux qui tenteraient de franchir ces barrières. Les départemens au pied des Pyrennées étaient, il est vrai, entamés : mais on ne craignait pas que les grands coups vinssent de ce côté, et la ligne du Rhin était regardée comme le boulevard où s'arrêterait la fortune contraire. Tran-

quille au milieu de Paris, Napoléon, de sa propre autorité, augmentait les impôts indirects, et recevait du Sénat trois cent mille conscrits, auxquels on ajouta cent vingt mille hommes sur les anciennes classes, et des complimens sur le courage avec lequel il avait combattu tous les obstacles, sur le génie avec lequel il avait *tout surmonté*. Il répondait modestement que les circonstances n'avaient pas été au-dessus de la France ni de lui.

Cependant, il sentait le besoin de nouveaux appuis, et il appela autour de lui le Corps Législatif. Il voulut aussi ramener l'opinion publique, qu'il avait jusqu'alors constamment bravée ou méprisée; et il déclara formellement qu'il ne s'agissait plus de faire ni de recouvrer des conquêtes; que la paix basée sur la conservation de l'intégrité du territoire, était son seul but. Mais en même temps, des articles émanés du Gouvernement, insinuaient dans les journaux que les Alliés, en parlant aussi de paix, ne la voulaient pas sincèrement; qu'ils prétendaient humilier et surtout dévaster la France; qu'ils avaient juré de venger sur Paris l'incendie de Moscow (1). On ne sait pas encore bien certaine-

(1) On voit à cette époque les propositions pacifiques accompagnées de récriminations, d'accusations tendant à rendre suspectes de part et d'autre les dispositions qu'on affectait de montrer. A qui l'histoire aura-t-elle le droit de reprocher son manque de sincérité? Si l'obligation de recevoir la paix révoltait l'orgueil de Napoléon, les Alliés ne craignaient-ils pas aussi de leur côté de s'engager à lui laisser prendre du repos et des forces?

Ce qu'on peut au moins à présent remarquer, c'est que

ment si les Alliés étaient résolus dès lors au parti qu'ils ont avoué depuis de ne plus traiter avec Napoléon, dont ils savaient assez d'ailleurs que l'ambition ne pouvait être épouvantée d'aucun obstacle, ni la conscience retenue par aucun frein. Ce qui est au moins indubitable, c'est que le Corps Législatif lui offrit les véritables moyens de conquérir la paix, et de raffermir sa puissance, si lui-même eût voulu d'une paix sûre et honorable, d'une puissance juste et modérée. Pour la première fois depuis treize ans, peut-être, les organes de la nation firent entendre au despote le langage de la vérité. Des hommes sages, et dont le courage fut en ce moment au niveau de leurs devoirs, lui demandèrent qu'il posât franchement et ouvertement, vis-à-vis de l'ennemi, les bornes de ses prétentions; que dans

dès le 10 février 1813, l'Empereur Alexandre, dans une proclamation publiée parmi *les pièces officielles de Schœll*, faisait des vœux pour que la France *rappelât ses Rois*, et s'offrait à lui tendre alors une main secourable, afin de délivrer l'Europe *d'un monstre*; c'est qu'ensuite lord Castelreagh avoua le 29 juin dernier au parlement, que le *grand œuvre de la pacification aurait été incomplet* sans la restauration des Bourbons, quoique les Alliés eussent dû traiter avec Buonaparte, *tant qu'il fut investi du souverain pouvoir*; c'est qu'enfin de part et d'autre on se craignait au fond bien plus qu'on ne s'aimait.

Si Buonaparte n'eut pas laissé échapper plusieurs occasions de traiter avantageusement, il aurait indubitablement été appuyé par l'Empereur d'Autriche, qui ne voulait pas aller jusqu'à détrôner sa fille. Mais ces occasions une fois perdues, on lui fit des conditions si dures que ce n'est pas de les avoir refusées qu'on devra le blâmer.

l'intérieur, le despotisme et l'arbitraire fussent remplacés par les lois et la constitution. A ces conditions, le Corps Législatif lui répondait du mouvement général et spontané du peuple français en sa faveur. Si Bonaparte les eût acceptées, ce mouvement avait lieu. L'effet en était incalculable : il aurait conservé l'Empire ; et tous ceux qui connaissaient la profonde duplicité de son chef, et prévoyaient, en cas de succès, le retour de sa tyrannie, n'apprirent pas sans une sorte de crainte que la prudence et la modération du Corps Législatif lui eussent offert des moyens aussi sûrs, aussi nécessaires pour lui-même, de s'armer de la force de l'opinion, de s'entourer enfin d'une véritable popularité. Heureusement pour la liberté publique, l'orgueil insensé, la fausse grandeur de Buonaparte lui firent méconnaître et repousser avec indignation cette dernière chance de succès. Que justice soit aussi rendue à ses flatteurs : ils sont généralement accusés d'avoir en cette circonstance excité, augmenté la haine du despote pour toute autorité rivale de la sienne. Leurs conseils, son obstination naturelle, la honte de céder et surtout de paraître s'être trompé dans son système de gouvernement, le décidèrent à briser avec violence le Corps Législatif. La morale ne connaît point de crime utile : il faut cependant avouer que les conseillers de celui-ci hâtèrent la chute de leur maître (1).

---

(1) On a assuré que, dans l'ardeur de leur zèle, ces valets-ministres proposèrent de faire fusiller la commission du Corps Législatif qui avait osé faire entendre le mot de *Loi*. Parmi ces esclaves de Buonaparte, ceux qui ont paru

En congédiant le Corps Législatif, Napoléon en rassembla la plupart des membres au palais des Tuileries, et leur adressa pour adieux, un discours ou plutôt des invectives si violentes, mêlées de si étranges paralogismes, que l'histoire en fera sans doute mention, comme preuve du désordre de la tête et des idées de celui qui voulut être chargé seul de l'administration, du gouvernement, de la défense d'un grand empire (1).

---

les plus coupables, à raison de ce qu'ils étaient plus éclairés, furent les ex-ministres Maret, Montalivet, et Molé qui a taché un beau nom, en l'immatriculant au catalogue des défenseurs du despotisme.

(1) Ceux devant qui fut prononcée cette singulière harangue, en furent si frappés, que chacun en retint aisément quelques traits : on les rassembla avec empressement, et l'on eut, par ce moyen, un extrait assez fidèle de cette philippique qu'on a imprimée, en avril dernier, dans les journaux. En voici quelques passages :

« J'ai fait, dit-il, *ex abrupto*, supprimer l'impression » de votre adresse : elle est *incendiaire*. Les onze dou» zièmes du Corps Législatif sont de bons citoyens, mais » un douzième renferme des factieux et de mauvais ci» toyens. Votre commission est de ce nombre. (Et com» ment ce douzième n'était-il pas réprimé par la majorité?) » *Lainé est un traître vendu à l'Angleterre.* (Un mo» narque doit faire juger un traître; il n'est que tyran dès » qu'il injurie un citoyen.) Ce n'est pas dans le moment » où l'on doit chasser l'ennemi de nos frontières, que l'on » doit exiger de moi un changement de constitution. (On » ne demandait que l'exécution de celle qu'il avait jurée, » parce que des citoyens se battent courageusement pour » leurs lois, l'indépendance de leur patrie; mais des escla» ves, des serfs, pour le bon plaisir de leur maître : non.) » Vous n'êtes point les *représentans de la nation*, mais » *les députés des départemens*. (Et qu'est-ce donc qu'un

Mais tandis qu'il insultait ennemis et sujets, qu'il ordonnait l'armement de la garde nationale, qu'il rassemblait et exerçait en hâte de nou-

---

» Corps Législatif ?) Le Corps Législatif n'est qu'une » partie de l'Etat, qui ne peut même entrer en comparaison » avec le *Conseil d'Etat et le Sénat*. (Qui déjà n'étaient » pas grand chose : d'où un Corps Législatif serait dans » l'Etat, une partie au-dessous de rien. Mais quelles idées » de gouvernement et de constitution !) J'ai été choisi par » quatre millions de Français, pour monter sur ce trône. » (Quatre millions, c'est beaucoup trop.) Moi seul je suis » *le représentant du peuple*. Qui de vous pourrait se charger » d'un tel fardeau ? (Pour le porter comme lui, beaucoup » de monde : et puis quel Etat, quelle nation, quelle cons- » titution, lorsqu'un seul homme y est tout, prétend qu'il » n'en peut pas même être autrement ? Voyez cependant » l'Angleterre.) Ce trône n'est que du bois recouvert de » velours : *le trône, c'est moi*. Si je voulais vous croire, » je céderais à l'ennemi *plus qu'il ne me demande*. (Le » Corps Législatif ne demandait que la paix, et plus de » conquêtes, plus d'extensions hors de nos frontières d'a- » lors : Napoléon avait déclaré lui-même, à la face de la » nation, qu'il ne prétendait à rien de plus ; mais si l'en- » nemi *lui demandait encore moins*, Napoléon a donc » menti en disant qu'il voulait sincèrement la paix, et il » est le seul *incendiaire*, le seul coupable d'une guerre » parricide.) Vous aurez la paix dans trois mois, *ou je pé-* » *rirai*. (Cette fois du moins la moitié de sa promesse a été » réalisée ; encore ce n'est pas sa faute.) Nous irons cher- » cher l'ennemi, *et nous le renverserons*. (Paroles perdues » comme tant d'autres.) Je ne suis à la tête de cette na- » tion, que parce que la constitution de l'Etat *me conve-* » *nait*. (Nous le croyons bien : mais en bonne logique, » comme en bonne justice, il fallait demander si cette » constitution convenait aussi à cette nation.) Si la France » exigeait une nouvelle constitution, je lui dirais de cher- » cher un autre Roi. (Eh ! que ne lui demandiez-vous » plus tôt son avis !) C'est contre moi que l'ennemi s'a-

velles levées ; qu'enfin, après avoir traité de folie le Landsturm des Prussiens, il appelait lui-même tous les Français aux armes, pour faire tout le mal possible à l'ennemi ; les Alliés avaient nettoyé l'Allemagne, à l'exception de quelques garnisons, et du corps français que le prince de Suède

---

» charne plus encore que contre la France. (Preuve que » votre cause n'était pas la nôtre.) Retournez dans vos » foyers ; et si parmi vous il s'en trouvait un qui fasse im- » primer le rapport, je le ferai mettre dans le Moniteur, » *avec des notes que je rédigerai*. (Si vous aviez de si » formidables moyens de confondre, de terrasser les *fac-* » *tieux*, pourquoi donc éviter la discussion ?) En suppo- » sant même que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me » faire des reproches publics : *c'est en famille qu'il faut* » *laver son linge sale* ; *on ne doit pas appeler tout le* » *monde pour le voir laver*. (La force de la logique s'unit » à la grâce de l'expression.) *La France a plus besoin de* » *moi*, *que je n'ai besoin de la France*. (Il serait bon » alors de nous dire de quelle utilité vous lui avez été ; il » serait généreux aussi, puisque vous n'avez pas besoin » d'elle, de la dégréver des deux millions dont on la charge » pour votre entretien, et qui seraient bien mieux em- » ployés à acquitter les pensions des blessés, vos victimes, » que vous trouviez plus commode d'abandonner, et les » traitemens des fonctionnaires, des employés, que vous » trouviez plus simple de ne plus payer, et qu'on sup- » prime aujourd'hui, qu'on prive du nécessaire, pour vous » assurer le superflu. Votre élévation nous a déjà tant » coûté : ne pourriez-vous pas nous faire meilleur marché » de votre chute ?) »

Outre les pensions pour lui et les siens, que Buonaparte s'est fait garantir par les Alliés, dans un traité secret qui a précédé son abdication, il s'est réservé, assure-t-on, d'autres fruits de ses économies ; et l'on prétend que ces dépouilles de l'Europe lui forment un revenu de 20 millions. *Voy. le traité ici mentionné à la fin de l'ouvrage.*

força de se renfermer dans Hambourg, et déployaient sur le Rhin, de la Suisse à la Hollande, les forces les plus redoutables. Ils allaient entreprendre une invasion qu'on nous représentait d'avance comme leur perte, qui aurait pu, en effet, avec une autre tête que celle d'un joueur de batailles, n'être pas sans danger, et que le succès cependant a pleinement justifiée.

Ils furent il est vrai favorisés dans leur entreprise par une des plus grandes fautes militaires qu'on puisse reprocher à Napoléon, qui, comme il l'avait déjà fait sur la Vistule et l'Oder, laissa dans les places de l'Elbe une armée de 100,000 vieux soldats, dont la valeur aguerrie aurait été bien mieux employée à la défense du Rhin. Par une suite de cette même faute, aussi bien que par l'absence de tout plan, de tous préparatifs pour prévenir ou repousser une invasion, les places frontières et leurs garnisons incomplètes offraient si peu de moyens d'arrêter l'ennemi que cette circonstance put seule l'enhardir à entrer dans la France comme dans un pays ouvert. Il n'eut besoin pour assurer sa marche que de laisser derrière lui quelques corps d'observation : qu'on juge de sa sécurité par ce qu'il fit devant Strasbourg et le fort de Khell, dont les garnisons furent tenues en respect, pendant toute la campagne, par un corps de moins de 10,000 hommes.

Les Alliés par leurs démonstrations contre la Belgique nous dérobèrent adroitement la connaissance de leurs mouvemens vers le Haut-Rhin. Quinze jours avant leur entrée sur le territoire français, nos journaux nous présentaient encore leurs armées comme peu nombreuses, dissémi-

nées sur une trop grande ligne d'opération, ravagées d'ailleurs par les maladies; tandis que la mésintelligence, la jalousie, ces élémens ordinaires de la dissolution de toutes les ligues, tenaient, nous disait-on, les principaux cabinets de la coalition divisés et indécis. Tout à coup ils dissipèrent la confiance de ceux qui avaient pu en mettre à ces assertions, en pénétrant sur notre sol par trois points d'attaque à la fois.

Ils se firent précéder, dès le 6 et ensuite le 21 décembre 1813, de proclamations et déclarations adressées à l'Europe, aux Français, aux Suisses. Par celles-ci, les puissances liguées faisaient connaître à la Suisse qu'elles ne pouvaient respecter son prétendu système de neutralité; que c'était pour rétablir les droits des nations qu'elles paraissaient les violer en entrant sur le territoire helvétique; mais que la justice de leur cause, la nécessité de parvenir à la paix en poussant vivement la guerre, les justifiaient aux yeux de l'Europe et de la prostérité; qu'il n'y avait point de véritable neutralité pour un État qui ne jouit point d'une véritable indépendance, et qui est gouverné par une volonté étrangère. Or, telle était évidemment la situation de la Suisse, dominée par Napoléon, qui s'était déclaré le *médiateur* de sa confédération.

Aux Français, les puissances annonçaient qu'elles allaient franchir leurs frontières; qu'elles ne faisaient point la guerre à la France: « Nous » repoussons, disaient-elles, le joug que votre » gouvernement voulait imposer à nos pays, qui » ont les mêmes droits à l'indépendance et au » bonheur que le vôtre.

» Le maintien de l'ordre public, le respect
» pour les propriétés particulières, la discipline
» la plus sévère, marqueront le passage des ar-
» mées alliées. Elles ne sont animées de nul esprit
» de vengeance; elles ne veulent point rendre à
» la France les maux sans nombre dont la France,
» depuis vingt ans, a accablé ses voisins et les
» contrées les plus éloignées.... La seule conquête
» qu'elles ambitionnent est celle de la paix.....
» Nous espérions la trouver avant de toucher au
» sol français : nous allons l'y chercher. »

Pourquoi les effets n'ont-ils pas toujours répondu à de si nobles dispositions!

Les princes et les généraux qui signèrent ces proclamations, eurent, nous aimons à le penser, l'intention d'adoucir les maux de la guerre; mais il était impossible qu'une armée aussi considérable, et composée de tant de peuples différens, marchant, à notre exemple, sans magasins, dans une guerre d'invasion, ne dévorât pas la subsistance du pays qu'elle parcourait, et ne nous rapportât par les ravages qui avaient marqué nos propres expéditions. Sous ce rapport, les effets, comparés aux trop belles promesses de leurs proclamations, ne pouvaient que nuire à leur cause, et rattacher par l'intérêt personnel plus de défenseurs à celle de Napoléon.

En disant qu'ils étaient forcés de *venir chercher la paix en France*, les Alliés faisaient allusion à leur célèbre déclaration *du 1er décembre*, et aux circonstances de sa promulgation. Par cette déclaration, ils avaient annoncé qu'ils avaient offert à Napoléon une paix encore glorieuse, et qui ne lui ôtait que son excessive prépondérance

en Allemagne. Celui-ci déclara de son côté qu'il en avait accepté sans restriction *toutes les bases*, qu'il avait transmis cette acceptation aux puissances belligérantes *dès le 5 décembre* ; et par un article *semi-officiel*, publié à Paris le 4 janvier, il se plaignit amèrement de ce que les Alliés n'avaient fait imprimer et répandre leur déclaration que le 6 et le 7 du même mois de décembre, après avoir reçu son acceptation. Il représentait cette conduite comme un acte de mauvaise foi à son égard, et une preuve du peu de sincérité de leurs offres pacifiques. Ces circonstances sont à remarquer, comme se liant aux causes qui rendirent la paix impossible.

Cependant les mêmes principes de modération furent répétés dans les offices de même nature émis séparément au nom des diverses puissances, dans les premiers jours de janvier 1814, au moment où leurs troupes passaient le Rhin sur trois points différens. On peut remarquer que la proclamation du prince de Schwarzenberg, en date du 8 janvier, au quartier général de Montbeliard, fut la première où le paysan armé, non revêtu d'un habit militaire, fut menacé de mort, et les communes qui se défendraient, vouées à l'incendie. C'est ainsi que de part et d'autre, on avait cherché, on cherchait encore à faire le plus de mal possible à l'ennemi, et que l'on ne trouvait injuste que celui qu'on recevait.

A l'ouverture de la campagne, les forces ennemies se trouvèrent divisées en sept armées, dont cinq agissaient immédiatement contre la France, et deux en Italie. Ces armées étaient

les suivantes : 1°. Grande armée austro-russe, commandant en chef, le prince de Schwarzenberg : elle se composait des corps d'armée autrichiens de Colloredo, Wimpfen, Giulay, Bianchi, Bubna, Maurice et Louis de Lichtenstein ; des corps d'armées russes de Barclay-de-Tolly et Wittgenstein ; des Bavarois en trois divisions, général en chef, le comte de Wrède ; des troupes de Wurtemberg sous les ordres de leur prince royal, et des Badois, sous le comte de Hochberg ;

2°. Grande armée prussienne ou de Silésie, commandant en chef le maréchal Blücher ; formée du corps d'Yorck en trois divisions, du corps de Kleist en trois divisions, du corps de Bulow en quatre divisions, des quatre corps russes de Tscherbatoff, Langeron, Sacken et Winzingerode, et des Saxons, sous le prince de Saxe-Weymar et le baron de Thielmann ;

3°. Grande armée suédoise, commandant en chef, le prince royal de Suède ; formée du corps suédois, des cinq corps russes de Benningsen, Tettenborn, Dœrnberg, Benkendorf, Tchernitchef, dont le premier était resté devant Hambourg, et d'un corps d'Anglo-Allemands, troupes anséatiques et contingens des petits états de la Confédération ;

4°. L'armée anglo-batave, commandant en chef, sir Thomas Graham ;

5°. L'armée anglo-espagnole et portugaise, en-deçà des Pyrénées, commandant en chef, lord Wellington ;

6°. L'armée autrichienne d'Italie, commandant en chef, le comte de Bellegarde ;

7°. L'armée de Naples, aux ordres du roi

Joachim, qui s'était joint à la coalition par un traité du 11 janvier 1814.

Les journaux français évaluaient à moins de deux cent mille hommes les trois grands corps qui opéraient sur le Rhin, évaluation évidemment trop faible, puisque la confédération germanique et les autres petites puissances avaient seules augmenté de cent quarante-quatre mille hommes les forces des coalisés, savoir: trente-six mille Bavarois, trente-deux mille Hanovriens, Brunswickois, Mecklembourgeois et troupes des villes anséatiques; vingt-trois mille trois cents Saxons, douze mille Hessois; neuf mille deux cents hommes de Berg, Waldeck, la Lippe, etc; neuf mille deux cents de Wurtzbourg, d'Armstadt, Francfort, Issembourg et Reuss; douze mille Wurtembergeois, dont le nombre fut doublé avant la fin de la campagne; et dix mille trois cents hommes de Bade, Hohenzollern et Lichtenstein. La Prusse et l'Autriche pouvaient avoir entre elles deux, un effectif de deux cent cinquante mille hommes, et la Russie à elle seule, deux cent mille. Enfin il faut y ajouter vingt mille Suédois et dix mille Danois; au reste ces forces n'agirent que successivement. Les premières armées, qui passèrent le Rhin à la fin décembre, peuvent être évaluées à 350 ou 400,000 hommes. Elles furent augmentées de plus d'un tiers par les renforts qui leur arrivèrent à la fin de février.

Les premières opérations marquantes furent dirigées vers la Suisse. Tandis que le prince de Schwarzenberg y pénétrait dès le 21 décembre, sa division de Bavarois agissait du côté de Colmar, entrait dans cette partie de l'Alsace où elle se battait le 24; Huningue fut bientôt blo-

qué et bombardé, et Béfort attaqué : la garnison se retira dans la citadelle.

Le public crut un moment que les coalisés en entrant en France se borneraient à une incursion momentanée, et qu'ils n'avaient pas assez de monde pour laisser les places fortes derrière eux et s'avancer sur la capitale; tant la tyrannie avait réussi à nous plonger dans l'ignorance et l'aveuglement.

Le 30 décembre, Genève secoua le joug de Napoléon, et força la garnison à se setirer. Le préfet, qui avait abandonné la ville, fut traduit devant une commission d'enquête; il s'ensuivit un décret, qui chargeait les fonctionnaires publics, sous leur responsabilité, de contribuer à la défense du pays. Alors aussi le ton des journaux, dont l'esprit émanait directement du ministère de la police, prit plus de virulence : on y proposait sérieusement de faire faire la guerre par les femmes et les enfans; les femmes surtout devaient être très-utiles et opérer une grande destruction, en se vouant aux rôles de nouvelles Judith ou de viriles Débora.

Au premier janvier, la grande armée prussienne, aux ordres du maréchal Blücher, franchit le Rhin sur trois points; et tandis que la division de Langeron observait Mayence, celles de Sacken, d'Yorck et de Kleist se portèrent sur Pont-à-Mousson, Metz et Thionville. Le même jour, le corps d'armée du comte Wittgenstein passa le Rhin au fort Louis; il laissa le comte de Hochberg avec ses Badois pour bloquer Strasbourg et le fort de Khell, et se porta avec le reste de ses troupes sur la Marne

à Joinville, par Phalsbourg, Sarrebourg, Lunéville et Nancy. Ce corps liait les deux grandes armées de Blücher et de Schwarzenberg.

Les corps des maréchaux Victor et Marmont, affaiblis par les maladies qui avaient désolé l'armée depuis son retour de Leipsick, ne comptaient pas quarante-cinq mille hommes effectifs, ils ne pouvaient espérer d'arrêter l'ennemi. Le maréchal Marmont s'était retiré à son approche, et, le 19, il était à Saint-Mihiel. Le maréchal Victor, par suite des mouvemens des Autrichiens, avait aussi quitté Strasbourg; et repassant les Vosges, s'était arrêté sur la Meurthe en avant de Lunéville, tandis que le maréchal Ney se plaçait à Nancy. Le maréchal Macdonald, chargé de la défense du Bas-Rhin, reculait de son côté devant l'armée du prince de Suède; et, le 18, son quartier-général était reporté jusqu'à Namur. En Hollande, les troupes anglaises du général Graham, secondées par les Hollandais et une division du prince de Suède, nous repoussaient jusqu'à l'Escaut, et attaquaient les places où nos garnisons s'étaient maintenues.

Le général Maison, officier distingué qui venait d'être porté au commandement du premier corps de l'armée d'Anvers, après avoir soutenu des combats glorieux devant cette ville, rentra en France, et jeta sa division dans Lille et dans les places voisines, d'où il fit plus tard des excursions heureuses dans la Belgique, lorsque l'ennemi s'y fut avancé.

On nous annonçait très-sommairement ces mouvemens rétrogrades, comme le résultat de

dispositions générales. On voulait qu'on regardât, comme partie essentielle de ces dispositions, la libre entrée et les progrès de l'ennemi dans l'intérieur. Mais dès lors on élevait des doutes sur l'existence d'un plan combiné de défense ; et l'on reconnaît aujourd'hui que l'affaiblissement, la désorganisation de l'armée sur les frontières, le peu de fond qu'il y avait à faire sur les nouvelles levées, le désordre de l'administration avaient rendu impossible tout effort pour se soutenir sur la ligne du Rhin, et en disputer le passage.

Sur ces entrefaites, on publiait à Paris la formation de douze nouveaux régimens, dits volontaires, et destinés à recevoir les ouvriers dont les ateliers avaient été fermés, assure-t-on, à dessein, afin de les mettre dans la nécessité de se faire tuer pour gagner leur vie ; on annonçait la prochaine réception d'un négociateur français, le duc de Vicence, au quartier des Alliés ; on donnait de bonnes nouvelles du Midi, où l'on disait que du 9 au 13 décembre, lord Wellington avait *complétement échoué* dans ses projets ; et sans jamais se dégoûter de ces impostures si habituellement alors démenties par l'événement, on représentait les Anglais, les Espagnols et les Portugais, comme près de se diviser.

Cependant Mâcon et Dôle avaient cédé à l'armée autrichienne, qui dirigeait à la fois ses corps vers Nancy, vers Langres et vers Lyon. Le maréchal Mortier s'était retiré de Langres à Chaumont, toujours par suite *des dispositions générales* ; le maréchal Augereau se portait à Lyon ; le général Dessaix organisait la défense de la

Savoie avec un courage, un dévouement dignes d'être employés pour la cause d'un autre maître ; le maréchal Victor avait reculé jusqu'à la Meuse, pour se mettre en ligne avec le maréchal Marmont. Par tous ces mouvemens nos frontières étaient envahies de Lyon à Anvers, dans une profondeur de trente à quarante lieues en-deçà du Rhin ; et pour tout résultat de ses *dispositions générales*, Napoléon n'avait encore fait que passer des revues à Paris. Mais enfin une armée était rassemblée en avant de Châlons, entre la Marne et la Seine. Sa présence y devenait de plus en plus nécessaire. Il part ; il confie la garde de sa femme et de son fils à la fidélité de la garde nationale parisienne, à laquelle d'autres combinaisons devaient plus tard les enlever (1), et, le 25 janvier, il quitte cette capitale qui ne devait plus qu'une seule fois être menacée de sa présence. Ce fut à Vitry qu'il rejoignit sa garde

(1) Napoléon parla, le 23 janvier, à la garde nationale, plus éloquemment qu'il n'avait fait, un mois environ auparavant, au Corps Législatif. Il tenait par la main son épouse et son fils ; il exprima des sentimens nobles et élevés, avec un accent qui paraissait partir de l'âme. Il émut profondément tous ceux qui l'entendirent ; c'est un fait incontestable : on lui crut enfin un cœur. Qui l'imaginerait ? cette scène de sentiment n'était qu'une scène de comédie. Toujours charlatan, toujours imitateur, il avait passé la journée de la veille à étudier, avec un acteur célèbre, ses poses, ses gestes, ses inflexions, enfin tous les moyens mimiques de *faire de l'effet*. On a su postérieurement cette anecdote de plusieurs dames du palais : et le jour même de la *représentation*, plusieurs assistans avaient trouvé qu'il avait dans la voix beaucoup de ces tons propres à celui qu'ils ne savaient pas avoir été son maître.

et tout ce qu'on avait pu rassembler de troupes sur ce point.

Dès le 24, l'ennemi avait préludé aux coups sérieux qui allaient bientôt se porter, par le combat de Bar-sur-Aube, où le maréchal Mortier voulait conserver une position, après s'être replié de devant Chaumont. On communiqua en quelques lignes, à Paris et à la France, que les Autrichiens avaient attaqué ce maréchal à Fontaine, qu'il était resté maître du champ de bataille, et que ce premier succès avait électrisé l'armée. Il faut remarquer, une fois pour toutes, que le vague des désignations des lieux dans la rédaction des Bulletins, était une ruse de guerre, une manœuvre politique; que sans la carte ils sont souvent inintelligibles; mais qu'avec la carte on apprend que souvent tel général qui *se porte* de tel à tel lieu, *recule* de l'un à l'autre; à moins que les autres circonstances ou expressions ne disent clairement qu'il s'agit d'un mouvement en avant. Dans cette première affaire l'ennemi nous força, en définitive, à évacuer Bar-sur-Aube, ce qui était le but de son attaque; et le maréchal Mortier, après avoir tenu en effet long-temps dans une belle position au pont de l'Aube, abandonna la ville pendant la nuit, et se retira sur Troyes. Dans ce même temps, une autre colonne autrichienne se dirigeait par la route de Châtillon et de Bar-sur-Seine, et une troisième par celle de Tonnerre et de Joigny.

Les mouvemens du maréchal Blücher se combinaient avec ceux de l'armée austro-russe. Il avançait de la Lorraine sur la Haute-Marne pour la passer, et opérer sa jonction avec le prince de

D

Schwarzenberg. Chemin faisant, ses divisions enlevèrent, les 23 et 24 janvier, Ligny et Saint-Dizier ; il poussa un de ses corps sur Brienne, pour établir sa communication avec les troupes qui occupaient Bar-sur-Aube. Ce fut dans ces positions, et pour prévenir la réunion complète des deux armées ennemies, que Napoléon se hâta d'attaquer, le 27, à Saint-Dizier, la partie de l'arrière-garde prussienne qui y attendait encore la division d'Yorck. Le retard de ce corps donna aux Français la supériorité sur le général Lanskoï, affaibli en outre par la marche du général Tcherbatoff sur Brienne : il fut chassé de la ville, le 27 au matin; et l'on se hâta d'annoncer que cette affaire plaçait Napoléon sur les derrières de l'ennemi, et délivrait Nancy. Cependant Blücher, qui s'attendait à cette attaque, continuait son mouvement de concentration sur Brienne. Il ralliait le corps de Lanskoï, qui s'était retiré vers Joinville, et recevait les renforts de la grande armée autrichienne qui se mouvait de Chaumont, et avait déjà porté les corps du prince de Wurtemberg et de Giulay à Bar-sur-Aube, et en avant sur la route de Brienne. Avec ces dispositions, le maréchal attendait que les Français prononçassent leur mouvement offensif. Il connut bientôt que Napoléon en personne marchait à lui et qu'il avait appelé de Troyes et de l'Aube les troupes du maréchal Mortier pour fortifier sa droite. Le maréchal Blücher se retirait vers les Autrichiens, qui s'avançaient pour l'appuyer, lorsque nous parûmes devant Brienne le 29 janvier après midi; il se détermina à y recevoir le combat. Il fut terrible. Les rapports des deux partis diffèrent en

quelques circonstances. Par exemple, les ennemis disent que ce fut le feu redoublé de l'artillerie fraçaise qui embrâsa la ville, et qu'ainsi Buonaparte lui-même brûla le berceau de sa gloire. (On sait qu'il avait été élevé à l'école militaire de Brienne.) Tandis que le général Alsufieff la défendait avec vigueur, les Alliés attaquaient notre gauche, où Napoléon était faible en cavalerie. La journée fut long-temps indécise; elle eut pu être tout-à-fait à l'avantage des ennemis, s'ils eussent mieux gardé le château de Brienne, où le chef d'état-major du général Victor parvint à s'introduire à la faveur de la nuit. Ce fut là qu'il y eut un grand carnage dans l'action partielle qui s'engagea pour reprendre ce poste. Il resta au pouvoir des Français; mais ils ne purent empêcher le maréchal Blücher de continuer le mouvement rétrograde qu'il avait commencé vers Bar-sur-Aube. Nos colonnes l'y suivirent le 30 (1). Le maréchal Victor et le général Grouchy prirent une belle position aux villages de la Rothière et de Dienville. Napoléon prétend qu'il n'avait envoyé là qu'une partie de ses troupes, pour former son arrière-garde, tandis qu'il réparerait le pont de Lesmont, et passerait l'Aube pour opérer sur les colonnes qui se dirigeaient par la route d'Auxerre et de Sens. Selon le rapport de Blücher, les forces qu'il développa étaient supérieures à l'armée prusienne. Elles étaient pla-

---

(1) Le *Moniteur* du 2 février présenta cette affaire du 29, comme une victoire complette dans laquelle nous avions pris quinze mille hommes, quarante pièces de canon, et mis l'ennemi dans une déroute totale, etc.

cées, le centre à la Rothière, la droite à Dienville et la gauche à Chaumenil.

De leur côté, les alliés se fortifiaient de toutes parts. Le général Yorck était arrivé le 30 à Saint-Dizier, qu'il avait repris. Le comte Wittgenstein était entré dans Vassi, et avait prévenu sur ce point le comte de Wrède, qui avançait aussi avec ses Bavarois par Joinville, et qui se porta vers notre gauche, que le prince de Wurtemberg devait attaquer. La division Giulay était en ligne pour combattre contre notre droite; celle de Sacken était dirigée sur notre centre à la Rothière. Des colonnes de grenadiers russes étaient en réserve : les cuirassiers de la garde russe et la cavalerie autrichienne venant de Bar-sur-Seine arrivèrent à la fin de l'action. De part et d'autre il y eut de 70 à 80 mille hommes en bataille : l'affaire commença vers midi. Le prince de Wurtemberg l'engagea par l'attaque de Chaumenil et de la ferme de la Giberie, où était placé le maréchal Victor. Cette position fut disputée avec acharnement pendant trois heures; le prince la prit, eu fut chassé, la reprit et s'y maintint non sans de grands efforts. Notre centre envoya alors des renforts à la gauche. Le général Sacken profita de ce mouvement pour l'attaquer avec toute son infanterie en colonnes serrées, qu'il poussa jusqu'à l'église de la Rothière. Le combat y devint acharné et dura jusqu'à minuit. Buonaparte chargea lui-même à la tête de la jeune garde pour reprendre le village; Blücher s'y porta pour le défendre et le conserver. Le premier eut un cheval tué sous lui; un cosaque fut frappé à côté du second : à minuit l'ennemi resta maître de la posi-

tion. La division Giulay ne put pas non plus occuper plus tôt celle de Dienville, que défendait le général Gérard. A la faveur de la nuit l'armée française cacha aux Alliés le désordre où elle se trouvait à la fin de l'action, et elle opéra sa retraite sur Troyes et Arcis. De son côté le comte de Wrède avait forcé le maréchal Marmont à Morvilliers, d'où celui-ci s'était retiré vers Vitry. Le corps de Sacken nous enleva trente-deux canons, le général Wrède vingt-six, le prince de Wurtemberg onze, en tout soixante-neuf pièces. Le nombre des prisonniers fut évalué à quatre mille. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse animaient leurs troupes par leur présence. Ils s'étaient placés au centre devant la Rothière. Ce combat fit beaucoup d'honneur au maréchal Blücher dans l'opinion des Alliés. Le prince de Schwarzenberg, qui avait fait marcher avec célérité et intelligence les renforts dont l'armée prussienne avait besoin, reçut une épée de l'empereur Alexandre sur le champ de bataille, et le prince de Wurtemberg et le général Wrède furent décorés de l'ordre de Saint-Georges. Buonaparte nous présenta cette affaire comme un *engagement d'arrière-garde. Le combat avait cessé à la nuit après une vive canonnade : l'armée avait continué sans obstacle ses manœuvres de concentration, et leur objet avait été complètement rempli.*

On peut croire aujourd'hui que cet objet avait été complètement manqué : il paraît en effet qu'il compta prendre en défaut à Brienne l'armée de Silésie, qui n'était que de cinquante mille hommes; qu'il s'y porta en forces supérieures; et

qu'après son premier succès, les manœuvres de Blücher le conduisirent à s'engager contre une partie considérable des armées alliées réunies, qui le repoussèrent sans même que toutes leurs divisions prissent part à l'action.

Quelques villages qui s'étaient armés furent soumis à l'exécution militaire. Cette rigueur était dans les lois de la guerre : elle pouvait n'être pas dans celles de la politique, et semble supposer que celle des cabinets alliés n'avait encore rien de bien arrêté sur le sort éventuel de la France.

Napoléon pendant le reste de la nuit, après la cessation de l'action, se retira sur Brienne. Il passa l'Aube le 2 février au pont de Lesmont; le 3 à midi, il entrait à Troyes. Il avoua deux ou trois mille hommes tués ou blessés, et évalua au double la perte de l'ennemi. Cette dernière évaluation peut être assez exacte, puisqu'elle fut confirmée par les relations des feuilles étrangères : mais nos pertes sont évidemment atténuées.

Les généraux ennemis ne pouvaient s'expliquer pourquoi Napoléon avait précipité une bataille aussi sérieuse que celle qu'il venait de perdre, sans qu'il y fût invité par l'apparence d'aucune de ces chances qui permettent quelquefois de brusquer la fortune; mais au reste, poursuivant leurs succès, ils marchèrent sur deux directions vers Paris. Le prince de Schwarzenberg suivit les rives de la Seine; le dégel qui survint retarda ses mouvemens. Son artillerie s'enfonça dans des terrains fangeux, et le força à faire plusieurs contre-marches pour tourner les positions de Troyes, que Napoléon, après quelques chocs

d'avant-gardes, lui abandonna dans la nuit du 7 février, au moment où il allait s'y trouver cerné.

Les Alliés y furent accueillis par quelques partisans, et se vantèrent d'y avoir été bien reçus: ils continuèrent leur mouvement vers Sens, Nogent et Méry. Le prince de Wurtemberg entra le 11 dans la première de ces villes, dont la garnison lui opposa une vive résistance. Le maréchal Blücher s'était rapproché de la Marne: son corps d'armée, aux ordres du général Yorck, nous avait fait évacuer Châlons le 5. Le maréchal Macdonald s'y était porté de la ligne de la Meuse, où opérait une partie de l'armée du prince de Suède, dont les premiers corps, après avoir occupé Dinant et Philippe-Ville, s'étendaient vers Reims. Le 9 février, le quartier-général prussien s'était avancé de Vertus à Etoges, les corps de Sacken et d'Yorck occupaient Montmirail et Château-Thierry, et poussaient leurs partis jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre et Meaux. Napoléon, de la position de Nogent, observait ces divers mouvemens. Il était débordé sur ses deux flancs; il voyait l'ennemi au cœur de son empire, et les plus belles provinces exposées à tous les fléaux qu'entraîne la guerre, et que nos propres troupes, il faut bien l'avouer, augmentaient encore par leurs pillages et leur indiscipline. Le mal était extrême, et ses conséquences également graves. Les esprits s'exaspéraient: on en était à se demander de quel côté se trouvait l'ennemi le plus dangereux de la France. Les Français fuyaient devant les Français; et pour arrêter le mal, Na-

poléon, qui n'avait su assurer ni la paie ni les subsistances de son armée, eut recours à une proclamation, afin de l'empêcher de vivre aux dépens du pays. Cette pièce nous paraît, sous ce point de vue, appartenir à l'histoire. Nous allons la donner ici, d'autant plus qu'elle ne fait point partie du recueil des pièces officielles, qu'on ne la répandit que dans l'armée, et qu'on eut soin de n'en pas entretenir Paris.

Ordre du jour daté de Nogent, le 8 *février.*

« L'Empereur témoigne son mécontentement » à l'armée sur les *excès* auxquels elle se livre. » Ces *excès*, qui sont blâmables dans toutes cir- » constances, deviennent le plus grand crime » lorsqu'ils sont commis sur notre propre terri- » toire. Les chefs de corps et les généraux sont » prévenus qu'ils sont responsables de ces *excès*. » *Les habitans fuient partout, et l'armée qui* » *doit défendre le pays en devient le fléau.* » Les trains d'artillerie et les équipages sont dé- » signés comme se portant aux plus grands *excès*. » Les chefs de ces corps doivent spécialement » prendre des mesures pour les faire cesser ».

Napoléon, pour s'attacher le soldat, pour lui faire supporter toutes les fatigues, tous les maux auxquels il le livrait, lui avait permis, sur le pays ennemi, les plaisirs de l'indiscipline (1) : il

(1) On avait osé représenter à Buonaparte que le pillage dans les pays alliés, notamment en Saxe, en Pologne, aliénait les habitans, et que l'intérêt non moins que l'honneur de l'Empire, demandait qu'on mît fin à ces désordres. Il répondit que soumettre le soldat à une discipline sé-

recueillait sur le sien les fruits de cette odieuse politique. Nous n'ajouterons qu'un mot, sinon d'excuse, du moins d'explication : L'ARMÉE MANQUAIT DE TOUT.

Les circonstances étaient critiques : l'opinion se soulevait contre le chef de l'Etat. La fortune l'avait abandonné; et rien encore, dans cette campagne, n'annonçait qu'on pût se rassurer sur ses talens. Il lui fallait, pour le relever, quelqu'un de ces coups extraordinaires que lui-même avait voulu qu'on attendît de lui. Après quelques mouvemens irrésolus, il quitte Nogent et court vers les Prussiens pour chercher à rétablir sa gloire aux dépens de celle de Blücher. Cette résolution était commandée par les échecs du corps d'armée qui avait évacué Châlons, et par le danger plus imminent qui, de ce côté, menaçait Paris, dont l'ennemi n'était plus qu'à trois marches, sans qu'il eût à craindre de trouver entre lui et la capitale aucun corps capable de l'arrêter.

Dans cette position, nous fûmes heureux que Blücher se fut livré à des combinaisons qui, considérées militairement, ne paraissent pas à l'abri de tous reproches. En effet ce général, en s'éloignant trop de la grande armée alliée et en éparpillant ses corps, les mit hors d'état de lier leurs opérations et de se soutenir mutuellement (1); en même temps il présenta à Napo-

vère, ce serait *démoraliser* l'armée. Ainsi, en tout, il ne reconnaissait d'autre *ressort moral* que le vice et la corruption. C'est bien le même homme qui avait mis à l'ordre en Russie : *Ni pitié*, *ni repos*.

(1) On a publié, pour justifier la marche des Alliés sur deux directions assez éloignées l'une de l'autre, que c'était

léon l'occasion de recourir à sa tactique accoutumée, c'est-à-dire, de couper son ennemi et de tomber avec toutes ses forces sur des corps isolés : cette tactique lui réussit encore une fois complètement. On rendit justice à la rapidité de sa marche, à la hardiesse de ses manœuvres. Il eut enfin un succès brillant, mais qui ne le soutint un moment que pour le faire retomber plus bas bientôt après, lorsqu'on eut reconnu, par la suite des événemens, l'insupportable vanité, la mauvaise foi de ses éternelles exagérations.

Le général Alsufieff, qui liait à Champ-Aubert le corps du maréchal Blücher à celui de Sacken, y fut attaqué et culbuté avec une grande vivacité. Nos Bulletins évaluent sa force à douze régimens, qui ne formaient qu'un effectif de huit mille hommes avec quarante pièces d'artillerie. On fit arriver aux Tuileries, pendant une parade, un courier annonçant que tout était tué ou pris, avec le général lui-même, que l'on nommait *Ousouwieff*. Cette première nouvelle se réduisit à deux mille prisonniers et trente pièces de canons. Par ce succès, au reste, le

---

là un piége tendu à Buonaparte pour l'inviter à se porter, entre les deux masses, sur les derrières de ses ennemis, qui n'attendaient que cette faute pour se rejoindre et marcher sur Paris, ainsi que cela est finalement arrivé. Mais plus cette explication trouverait de crédit, plus elle en donnerait aussi à la supposition que les Alliés auraient eu des raisons de croire Paris prêt à se déclarer pour eux et les Bourbons ; autrement on ne pourrait regarder que comme un coup de désespoir, et même de folie, l'idée de placer sur leurs derrières, avec son armée, Napoléon, qui en soulevant la population leur aurait ôté toute possibilité de retour vers le Rhin.

général Sacken, pris à dos, se trouva compromis. Il rallia le corps d'Yorck, et le 11 il attaqua les Français, qu'il supposait forts de trente mille hommes. Cette action, que nous appelons la bataille de Montmirail, fut très-vive, surtout au village de Marchaix, qui fut pris et repris trois fois, et à la ferme de l'Epine aux-Bois, où l'ennemi avait une batterie formidable de quarante canons. Le général Sacken avoua la perte de quatre canons; nous évaluâmes celle des hommes à huit mille, tant tués que prisonniers. Le 12, il opéra sa retraite sur Château-Thierry, où Buonaparte le suivit, espérant que par la destruction du pont de bateaux de l'ennemi, les habitans l'auraient livré entre ses mains; mais on ne put lui fermer ce passage. On lui prit du moins dix mille hommes et trois canons. Sacken continua de s'éloigner vers Soissons et Reims. Selon nos rapports, il ne lui restait pas deux mille hommes.

Le maréchal Blücher, à qui il paraît que Napoléon avait dérobé ses mouvemens, était resté le 12 dans sa position, entre Etoges et Bergères: mais le 13, il se détermina à attaquer le maréchal Marmont, qui s'était porté vers Etoges avec neuf ou dix mille hommes, et le mena battant jusqu'au-delà de Champ-Aubert. Ce mouvement ramena Napoléon en toute hâte de la poursuite de Sacken. Il fit de nuit, avec sa garde et un gros corps de cavalerie, une marche forcée pour se réunir à la division Marmont, et le 14, à huit heures du matin, il fit attaquer l'ennemi qui venait de prendre position à Vauchamp. Ce village fut disputé avec le dernier acharnement. Cependant Blücher, plus faible en cavalerie, se

décida à la retraite, et forma son infanterie en carrés. Nos Bulletins dirent que quatre de ces carrés furent, en différentes charges, enfoncés. Des rapports de l'ennemi assurent que nous ne pûmes les entamer. Ici l'exagération est de leur côté. Napoléon avait envoyé de la cavalerie sur les derrières du maréchal prussien: celui-ci fut obligé de la rompre sur la grande route qu'elle occupait vers Champ-Aubert. A Etoges il trouva encore de l'infanterie française que, bien qu'il fût nuit, il fallut attaquer pour pouvoir continuer la retraite. Les généraux Kleist et Kaphsievitsch forcèrent le passage. Le maréchal Blücher s'arrêta à sa première position, rallia à Châlons les corps d'Yorck et de Sacken, et se fit renforcer par les corps de Langeron et de Saint-Priest, attendant l'occasion de reprendre l'offensive. Après ses pertes de Champ-Aubert, Montmirail et Vauchamp, il lui restait cinquante à soixante mille hommes. Ces affaires durent lui en coûter de quinze à vingt mille : il en avoua trois mille cinq cents tués ou prisonniers. Nous assurâmes que l'armée de Silésie, forte de quatre-vingt mille hommes, était *complètement anéantie*, qu'elle avait laissé en notre pouvoir dix mille prisonniers et seulement dix canons. Il était donc resté encore un assez bon nombre d'hommes de cette *armée anéantie* pour emmener les autres. Les habitans rapportent, néanmoins, qu'une bien plus grande quantité fut jetée dans les champs. Ce succès, présenté comme un chef-d'œuvre de tactique, fut, jusqu'à un certain point, balancé par la perte de Soissons, où, après un combat heureux d'avant-garde, livré le 13,

entre cette ville et Laon, le général Winzingerode entra de vive fore le 14, et prit trois mille hommes et treize canons. Le brave général Rusca y fut tué.

Dans la joie qu'avaient produite les nouvelles précédentes, le Gouvernement voulut donner à Paris le spectacle d'une sorte de triomphe. On y fit entrer en plein jour le général Alsufieff et d'autres officiers de marque; on y promena, le 18 février, le long des boulevards, une colonne de six mille prisonniers. La générosité française, qui ne voit plus que l'homme dans l'ennemi malheureux et désarmé, se signala en cette occasion d'une manière d'autant plus noble, que ce même ennemi traitait nos compagnes, et aurait probablement alors traité Paris avec beaucoup moins d'humanité. Toutes sortes de secours furent prodigués à cette colonne : on crut, dans le temps, que le Gouvernement en avait été plus surpris que satisfait, et que ce n'était pas là l'effet qu'il avait voulu produire.

Au reste, il est incontestable que Paris, où les Prussiens n'accouraient qu'avec des sentimens de haine et de vengeance, fut alors sauvé, et qu'on doit rendre à Napoléon la justice qu'il s'en réjouit sincèrement : tant il sentait combien son sort tenait à la conservation de la capitale.

Mais tandis qu'il refoulait les corps de Blücher sur Epernay et Châlons, les routes de la Seine restaient ouvertes à l'armée austro-russe du prince de Schwarzenberg. Elle fut arrêtée le 11 et le 12 à Nogent par le général Bourmont, que le maréchal Victor y avait placé, et qui repoussa vigoureusement l'ennemi. L'opiniâtreté de

cette défense causa la ruine de la ville. Pendant ce temps les Alliés ayant passé la Seine à Bray et à Pont-sur-Seine, les Français abandonnèrent la rive gauche en détruisant les ponts que rétablit l'ennemi. Les grandes forces qu'il développa aussitôt sur la rive droite où il paraissait vouloir opérer une diversion en faveur de Blücher, déterminèrent les maréchaux Victor et Oudinot, que Napoléon avait chargés de défendre les ponts de la Seine, à se replier jusque sur l'Yères, en arrière de Guignes. Les corps de Wrède et de Wittgenstein s'étaient étendus jusqu'à Provins. Ces généraux marchaient par Nangis sur Melun, tandis que Bianchi et Platoff se portaient de Montereau à Fontainebleau, où ils entraient le 17. Ce fut alors, et fort à propos, que Napoléon reçut un renfort d'excellentes troupes, et surtout de dragons venus d'Espagne. Obligé de revenir de la Marne à la Seine, il y fit transporter une partie de sa garde en poste, et attaqua le 17 le corps de Wittgenstein, dont il battit l'avant-garde au combat de Nangis, et à qui il fit éprouver une perte de 16 à 1800 hommes, de neuf canons et de quelques bagages. Nos Bulletins la portèrent, avec leur exagération accoutumée, à six mille prisonniers, dix mille fusils, seize canons et quarante caissons. Ce général repassa la Seine, ainsi que le comte de Wrède, qui avait été débusqué de sa position de Villeneuve. Napoléon se plaignit que le général Lhéritier eut laissé échapper les Bavarois, qui étaient perdus si cet officier, d'ailleurs d'une bravoure reconnue, eût chargé comme il le devait. Ces deux corps en retraite décou-

vrirent Montereau, où le prince de Wurtemberg prenait position. Napoléon eut voulu le prévenir et en occuper le pont. Ici encore, il eut à rejeter sur le maréchal Victor un retard dans la marche des troupes. Un officier, qui portait des ordres à ce général, eut quelque peine à le joindre pendant la nuit du 17, et ce contretemps retarda de plusieurs heures l'attaque de Montereau. L'ennemi s'y maintint le lendemain; mais une charge des dragons d'Espagne et des gardes nationales bretonnes, qui, voyant le feu pour la première fois, rivalisèrent de sang-froid et d'ardeur avec la ligne, décida sa retraite. Il l'opéra avec une perte énorme, en traversant Montereau au milieu du feu qui partait de toutes les maisons et qui pava les rues de cadavres entassés : on le poursuivit sur la rive gauche. Les maréchaux Macdonald et Oudinot furent laissés sur la droite pour la nettoyer.

L'ennemi, par ces manœuvres, avait presque perdu tout le terrain qu'il avait gagné depuis Brienne, et reculait aussi rapidement qu'il avait avancé. Ces avantages parurent porter outre mesure les espérances présomptueuses de Napoléon, et l'on assura généralement qu'il déchira en ce moment des conditions de paix que lui transmettait son ministre aux conférences de Châtillon, en s'écriant : *Je suis à présent plus près de Vienne qu'ils ne le sont de Paris.* Nous n'avons point parlé jusqu'ici de ces négociations sans résultat, pour ne point interrompre le fil des événemens; mais l'on sait que, vers cette époque, on lui proposait la France avec à peu près ses anciennes limites; qu'un conseil de régence extraordi-

naire et secret, appelé à délibérer sur ces conditions, fut d'avis de les accepter à la presque unanimité; que Napoléon, qui s'attendait à plus de sacrifices, plus de dévouement de la part de *son peuple*, pour soutenir les prétentions de son ambition personnelle, en fut irrité; qu'enfin, avant de se résoudre à cette paix, il voulut tenter si le sort des armes lui serait plus favorable que les délibérations du conseil. Sa fortune le trahit en le caressant : il perdit tout, pour avoir cru qu'il avait tout gagné.

Au reste, le prince de Schwarzenberg parut renoncer alors à opérer par divisions isolées, et il montra l'intention de faire rapprocher le maréchal Blücher de la Seine. Lui-même y tenait encore la position de Troyes. Napoléon s'y porta le 24. Il y eut en avant de belles charges de cavalerie : cependant il ne put que gagner les faubourgs, et fut repoussé de la ville même que l'ennemi, en suivant son plan, lui abandonna le 25 au matin. Napoléon prétendit qu'il avait *consenti* à cette évacuation pour obtenir que la ville ne fût pas brûlée.

Par l'effet des mouvemens de concentration, Blücher, dont l'armée affaiblie dans ses derniers combats s'était renforcée des corps de Bulow, Winzingerode, Woronzof et autres, avait marché sur la Seine, par Méry qui fut brûlé. On présume qu'il voulait se joindre à la grande armée pour livrer une bataille générale; mais tout à coup il se porta en arrière sur Sésanne, où, le 24, il attaquait le maréchal Marmont. Napoléon, occupé à suivre les Autrichiens, divisa ses forces pour en opposer une partie à l'armée de Silésie

qui inquiétait ses derrières, tandis que les maréchaux Victor, Oudinot et Macdonald continuaient de se porter en avant sur les routes de l'Aube et de la Seine. Le maréchal Oudinot entra de vive force dans Bar-sur-Aube, où le général Wittgenstein fut blessé. Le maréchal Macdonald se porta à Bar-sur-Seine et ensuite sur la Ferté.

Les ennemis, favorisés par un temps constamment sec, firent leur retraite sans être entamés. Ils se rallièrent et se remirent en ligne le long de l'Aube, où ils reçurent des renforts, et le 27 février il reprirent l'offensive et repoussèrent les Français, engagés imprudemment et presque sans artillerie au-delà de Bar-sur-Aube.

Nous évacuâmes cette ville, et en retirâmes plus de trois mille blessés. Du 28 février au 2 mars, nous perdîmes Bar-sur-Seine, après la défaite du maréchal Macdonald à la Ferté. Le prince de Wurtemberg se reporta vers Sens, et l'ennemi put détacher des renforts au général Bubna, contre lequel le maréchal Augereau, après avoir reçu à Lyon un beau corps de seize mille hommes tirés de l'armée d'Espagne, avait pris l'offensive.

Ce fut le 1er mars que les ministres des empereurs de Russie et d'Autriche, et des rois d'Angleterre et de Prusse, signèrent à Chaumont le traité d'une ligue de vingt ans, dont le but était de forcer la France à souscrire à une paix qui assurât l'indépendance de l'Europe, et de garantir pour l'avenir les conditions de cette paix, en s'engageant réciproquement à se porter au secours les uns des autres, ainsi que des puissances qui auraient accédé au traité. La Prusse et l'Autriche

devaient dès-lors réunir cent cinquante mille hommes chacune sous les armes.

Ce traité n'était pas l'ouvrage de puissances désunies, sans plan, et toujours battues, ainsi que ne cessait de le répéter Napoléon : leur accord n'était pas fait non plus pour ralentir les manœuvres militaires. Aussi, dès le 4 de mars, nous étions forcés à évacuer Troyes avec perte de trois mille prisonniers et de 10 canons, dans une affaire qui eut lieu au pont de la Guillotière. En nous retirant, nous fîmes sauter le pont de Pont-Hubert, et Napoléon abandonna encore une fois les opérations de la Seine pour se porter sur la Marne, d'où Blücher menaçait de nouveau la ville de Meaux et la route de Paris.

La division Marmont, en retraite depuis Sésanne, avait joint, le 26 février, le maréchal Mortier à la Ferté-sous-Jouarre. Buonaparte y était rendu le 1er mars. Le général Bulow, qui occupait Laon, s'était emparé de la Fère le 26 février : il y trouva des magasins d'artillerie et d'équipages, évalués à plus de vingt millions. Le 2 mars, il se rencontra avec le général Winzingerode devant Soissons où nous étions rentrés, et que défendaient environ mille quatre cents Polonais. L'ennemi n'osa pas risquer un coup de main. Il entama une négociation, et fut assez heureux pour persuader au commandant de rendre la ville. Cet événement eut, dans les circonstances, les conséquences les plus décisives. Instruit par la sévère leçon qu'il avait reçue le mois précédent, Blücher avait passé sur la rive droite de la Marne à l'approche des forces que ralliait Napoléon, et tenait les siennes concentrées pour rester maître de ses mouvemens.

Son plan d'opération, plutôt que les pertes légères qu'il éprouva sur l'Ourcq, à Lysi et à May, et qu'exagérèrent beaucoup nos Bulletins, avait déterminé sa retraite sur Soissons. Il l'exécuta avec la plus grande précision et dans un ordre imposant : cependant les maréchaux Marmont et Mortier poussèrent vivement son arrière-garde le 3, à Neuilly-St.-Front. D'un autre côté un corps français, détaché sur Reims, y entrait le 5, et coupait les communications entre l'armée de Silésie et celle du prince de Schwarzenberg. Dans cette circonstance, Blücher fut très-heureux de se trouver maître du passage de Soissons, et il prit une belle position à Craonne, entre Soissons et Laon, faisant occuper cette dernière ville par le général Bulow, pour assurer ses derrières ainsi que ses communications avec la Belgique.

La fortune de Buonaparte allait, à cette époque, lui accorder ses dernières faveurs. Le 7 mars, il força Blücher à Craonne, dans de très-belles positions, mais où celui-ci ne put développer ses forces, qui étaient de quatre-vingt mille hommes. D'ailleurs, malgré l'ardeur des troupes et des généraux, et en grande partie d'après les difficultés du terrain, nous ne parvînmes pas à tourner l'ennemi, comme nous paraissions vouloir le tenter. Lui-même ne put conserver son champ de bataille ; mais il ne perdit pas un canon, pas un prisonnier. L'artillerie joua de part et d'autre d'une manière terrible. Des deux côtés les pertes furent grandes et passèrent cinq ou six mille hommes. Du nôtre, les maréchaux Ney et Victor se battirent avec la plus rare intrépidité. Le dernier fut grièvement blessé, ainsi que les géné-

raux Grouchy et Laferrière. Le 8, toute l'armée de Blücher fut concentrée devant Laon, où il avait résolu de nous attendre et d'accepter un combat décisif. La division Bulow occupait, au centre, la ville et le plateau; celles de Langeron, Sacken et Vinzingerode formaient la droite ;* et celles d'Yorck et de Kleist, la gauche.

Laon est assis sur une crête élevée, couverte en avant par des hauteurs détachées qui lui servent comme de ceinture. La difficulté de franchir sous les feux de l'ennemi cette succession d'escarpemens et de vallées, fit condamner par les généraux comme impossible, ou du moins extrêment dangereux, tout projet d'attaque de front. Mais Napoléon, accoutumé à se lancer avec une impétuosité aveugle contre les obstacles, ne sentit pas ou ne voulut pas s'avouer la force de ceux qui se présentaient à lui, et il engagea une affaire dont le Bulletin fut très-court. On nous dit qu'on avait reconnu (il aurait fallu ajouter : *un peu tard*) que les hauteurs de Laon étaient inattaquables, et qu'on avait pris position.

L'on apprit donc par des nouvelles particulières seulement qu'après que l'ennemi eût été encore débusqué de belles hauteurs qu'il gardait à Corbeny, Napoléon avait poussé, le 9, le corps du maréchal Marmont contre la gauche des Alliés. L'action fut opiniâtre et sanglante; nos troupes tinrent toute la journée sans laisser prendre d'avantage contre elles; mais enfin elles furent obligées de se replier. Elles perdirent dans des chemins affreux toute leur artillerie qui était d'environ 50 bouches à feu. A la lueur des flammes qui dévoraient le village d'Atys, elles se retirèrent pendant la nuit

sur Corbeny. Napoléon, cependant, persistait dans son dessein d'emporter Laon, et le 10 il fit attaquer l'ennemi au centre et à sa droite avec une nouvelle vigueur. Les troupes franchirent les premières hauteurs et attaquèrent la dernière, où elles trouvèrent une résistance insurmontable; et quoi qu'on ait voulu, on ne sait pourquoi, dissimuler cet événement, puisque leur honneur n'y perdit rien, elles furent forcées, par l'effet même de leur premier succès, à se retirer en désordre. La confusion fut d'abord extrême, et présentait le spectacle le plus affligeant. Napoléon, arrêté près d'un feu de bivouac, vit passer devant lui les débris de ces corps, quelques heures auparavant si formidables; il vit tomber sur les chemins les blessés que le soin de la conservation personnelle faisait abandonner. La cavalerie de sa garde, rassemblée en bon ordre, couvrit cette retraite, ou plutôt cette déroute; et l'armée se rallia sur l'Aisne.

L'exaspération de celui qui ne pouvait s'en prendre de ce désastre qu'à lui-même, était portée à son comble : il essaya de soulever toute la population, et d'exciter une guerre d'extermination contre l'ennemi (1). Celui-ci opposa à ces ma-

---

(1) Les habitans des campagnes, irrités par les violences et les pillages auxquels ils étaient exposés, prirent les armes sur plusieurs points, et sans se *lever en masse*, ils tuèrent beaucoup d'hommes isolés. Selon des rapports particuliers, peut-être un peu exagérés, les Alliés auraient ainsi perdu de quinze à vingt mille hommes. Eux-mêmes ont cru que le nombre pouvait en être de dix à douze mille. Ces pertes causèrent chez eux un esprit de défiance et de vengeance, qui aurait fini par entraîner la ruine des pays

nœuvres des proclamations menaçantes et des exemples terribles. Il dévoilait l'épuisement des ressources et toute l'inutilité des efforts d'un chef qui refusait la paix qu'on lui offrait encore, et qui, au lieu de se résoudre aux sacrifices partiels qu'on lui demandait, se disposait à tout perdre plutôt que de rien abandonner. Cette résolution désespérée, ce jeu barbare où Napoléon nous jouait en détail sur des champs de bataille, nous rappellent ce passage du discours qu'on avait fait tenir cinq mois auparavant à l'Impératrice, lorsqu'elle vint demander au Sénat la déclaration de guerre contre son père. « Je connais mon époux, » disait-elle, je sais combien il serait *agité* sous » une couronne sans gloire et sur un trône avili. » Il tardera peu désormais à se mettre dans la nécessité de se reposer de toute agitation.

Cependant il nous présentait Blücher *arrêté* à Laon, les ennemis *sans plan* et n'ayant voulu que nous effrayer par un *hourra* général sur Paris. Sur ces entrefaites, le comte de Saint-Priest s'était avancé avec environ seize mille hommes de Châlons sur Reims, où il força, le 12 mars, le général Corbineau. Napoléon y accourut le lendemain, et attaqua avec des forces supérieures l'ennemi qui osa soutenir et perdit ce combat inégal. Nos avantages furent la conquête de vingt-deux canons et quelques milliers de prisonniers. Le général Saint-Priest y fut grièvement blessé (1). Cette circonstance fournit à

mêmes les plus tranquilles, si la campagne se fût prolongée. Au reste, ces mouvemens partiels n'étant point le produit d'une résolution générale et spontanée, eurent peu d'influence sur les opérations des armées belligérantes.

(1) Cet officier est mort des suites de cette blessure.

Napoléon l'occasion d'un nouveau trait de charlatanisme, et il annonça que le coup était parti de *la même batterie* qui avait tué l'infortuné Moreau. Ainsi le canon était sa Providence pour punir les Français ennemis de sa cause : il faut convenir que pour les atteindre tous, il lui aurait fallu plus de canons qu'il n'en avait jamais eu.

A la suite de ce succès l'on détacha un petit corps sur Epernay, pour en déloger l'ennemi qui y tenait position avec cinq mille hommes, depuis le 11 février. Ce corps se mit en retraite sur Vertus pour se rallier à Blücher, et fit sauter le pont, mais incomplètement. On avait forcé des ouvriers à achever la démolition. Ceux-ci n'y travaillèrent qu'à demi, et s'enfuirent dès que nos tirailleurs approchèrent (1). Epernay reçut

(1) En avouant nos revers et les fautes de celui qui en fut l'auteur, nous nous faisons également un devoir de rendre justice aux traits de courage qui honorent le caractère français dans cette dernière et funeste campagne. C'est ainsi que nous ferons connaître ici l'héroïsme de la petite ville d'Epernay, lorsqu'elle fut attaquée dans la nuit du 11 février. Elle n'avait que soixante hommes de gardes nationales armés ; et un corps de garde de huit hommes tenait le pont. La sentinelle tua deux cavaliers qui cherchaient à la surprendre ; les huit hommes sortirent: il était nuit, et 2000 cavaliers ennemis, attaqués par ces huit hommes, s'enfuirent à une lieue et demie, jusques aux bois de Reims. Le lendemain ils revinrent, et les habitans, sans forces réelles, mais ayant persuadé à l'ennemi qu'ils étaient en état de défense, firent un arrangement par lequel ce dernier consentit à ne point occuper la ville, moyennant qu'elle fournirait à tous ses besoins; ce qui fut exécuté avec le plus grand soin.

Le 21 mars, un corps de 20,000 hommes de l'armée de Silésie s'y présenta; et le général Vincent, qui comman-

le 17, avec transport, Napoléon à la tête de 40 mille hommes de sa garde. Il avait jeté un voile si épais sur les événemens, qu'au milieu de ses perpétuelles marches et contre-marches, on le croyait presque partout vainqueur. Ses Bulletins ne parlaient que de succès; il y faisait principalement une guerre heureuse aux généraux ennemis qu'il y tuait à volonté, tels que les généraux Sacken, Langeron, etc., etc., que nous n'avons pas moins revus à Paris parfaitement ressuscités.

Les événemens de la Marne avaient laissé toute liberté à l'armée austro-russe qui manœuvrait sur la Seine. Le 16 mars, la division Wittgenstein avait pénétré jusqu'à Provins, que couvrirent les maréchaux Macdonald et Oudinot : il y eut un fort engagement d'artillerie. Maître d'Epernay et de Châlons, où le maréchal Ney était entré le 16, Napoléon se détermina encore une fois à se porter sur l'Aube, pour essayer de tourner le prince de Schwarzenberg, et il arriva à Arcis-sur-Aube le 20 au matin.

Il fit publier alors dans ses Bulletins que les trois Souverains alliés n'avaient évité d'être coupés dans Troyes, qu'en se retirant précipitamment à Bar-sur-Aube. La vérité est que l'empereur de Russie et le roi de Prusse ne quittèrent pas le quartier-général depuis le 16 mars jusqu'à

---

dait, ayant soutenu l'attaque pendant trois heures, avec 1500 gardes nationales et 1200 hommes de ligne, fut forcé de se retirer, abandonnant Epernay, que l'ennemi livra par intervalles au pillage pendant 48 heures. La conduite précédente des habitans, et leur courage toujours honorable aux yeux d'un ennemi généreux, méritaient sans doute un traitement moins sévère.

la prise de Paris. L'empereur d'Autriche seul se rendit de Troyes à Bar-sur-Seine, ensuite à Bar-sur-Aube, et enfin à Dijon, où Napoléon lui fit faire des propositions séparées, que ce prince refusa d'écouter.

D'ailleurs l'ennemi, par suite de notre mouvement qui, disait-on, avait jeté dans les siens beaucoup d'incertitude, paraissait en effet reculer: mais c'était pour se concentrer; et après avoir cédé Arcis-sur-Aube, non sans une vigoureuse résistance, il engagea, le 21, des combats partiels qui semblaient nous inviter à nous déployer devant des forces en apparence peu considérables. Dans ces affaires, qui se renouvelèrent trois jours de suite, la garde impériale, exposée au milieu des masses de la cavalerie ennemie, y fit des pertes sensibles. Napoléon lui-même eut un cheval blessé sous lui.

Nous cédâmes enfin à une attaque générale, et nous nous mîmes en retraite sur Vitry, après avoir laissé dans Arcis une grande quantité de morts et de blessés, et une arrière-garde qui défendit la ville avec la plus grande valeur. Le prince royal de Wurtemberg, chargé de conduire l'attaque, et le prince Charles de Bavière, s'y distinguèrent par leur courage, et firent courir à Napoléon le plus grand danger d'être pris. Dans une charge de cavalerie, il fut serré de si près qu'il fut obligé, avec tout ce qui l'entourait, de mettre l'épée à la main et de payer de sa personne pour se dégager. Le 23, notre arrière-garde perdit encore vingt-trois canons et cent caissons. Le même jour toute l'armée de Schwarzenberg passa l'Aube et marcha sur Vitry et Châlons.

Ce fut alors que Napoléon, qui l'y avait pré-

cédé, se rejeta rapidement par Doulevant et Bar-sur-Aube sur les derrières de la grande armée austro-russe. En tournant ainsi l'ennemi il avait espéré lui enlever des partis isolés, et lui causer assez d'inquiétude et de mal pour l'effrayer et l'engager à une prompte retraite. Soit pour donner des inquiétudes sur la route de Lyon, soit pour s'éclairer, il poussa jusqu'à Chaumont et Langres des corps détachés qui enlevèrent des bagages et des prisonniers. Mais les généraux alliés qui avaient intercepté, le 23, ses courriers, ne prirent point le change, et continuèrent d'exécuter hardiment le plan de jonction qu'ils avaient conçu. Le maréchal Blücher, de nouveau maître de Châlons-sur-Marne, où le maréchal Marmont n'avait pu tenir, s'était porté à la rencontre du prince de Schwarzenberg. Dès le 22 leurs troupes légères s'étaient jointes vers Vitry; et bientôt les deux armées réunies, en coupant à Napoléon la route de Paris, le mirent, et elles avec lui, dans une position qui devait décider du sort des deux partis. Celle de Napoléon était particulièrement très-critique. En effet ses éternelles contre-marches avaient épuisé ses troupes obligées de parcourir en tous sens un pays ruiné, et qui ne se recrutaient plus qu'avec quelques nouvelles levées conduites par la force et la crainte jusqu'aux champs de bataille, où souvent elles pliaient au premier choc.

Dans ces circonstances cependant c'était lui qui regardait l'ennemi comme perdu; et loin de s'être aperçu qu'il avait déjà repris l'offensive, Napoléon ne voyait encore dans son mouvement de concentration qu'un mouvement de retraite. Il l'annonçait affirmativement à l'Impératrice par une

lettre autographe qui, saisie sur un des courriers enlevés le 23, apprit positivement aux Alliés qu'il comptait, en faisant *sa pointe* sur la Lorraine, dégager et réunir à ses troupes les garnisons des frontières, et par-là accélérer l'évacuation du territoire. Certains désormais de l'avoir trompé, et tranquilles sur l'objet ultérieur de ses manœuvres, les Alliés précipitèrent leur marche vers Paris.

Les avis sont encore partagés relativement à cette dernière opération militaire de Napoléon. Les uns pensent que son succès aurait sauvé son empire : les autres, surtout parmi les ennemis, paraissent convaincus qu'il lui était dès-lors impossible de rassembler des forces assez imposantes pour reprendre la supériorité et rétablir ses affaires.

Quoi qu'il en soit, il est certain du moins que lui-même avait placé tout son espoir dans cette combinaison; que depuis un certain temps, on avait fait partir de Paris des agens adroits, qui portaient cachés, dans des manches de couteaux, des ordres précis aux diverses garnisons, pour les faire sortir en campagne; mais que ces émissaires ne purent remplir leurs instructions, et que plusieurs furent pendus comme espions, en cherchant à pénétrer dans les places qui leur étaient désignées.

Sur ces entrefaites, les nouvelles semblaient de toutes parts préluder au dénouement, et annonçaient la dernière période de la crise; on savait que Bordeaux était occupé par les Anglais, et que cette partie de la France appelait les Bourbons. Le maréchal Augereau avait aban-

donné Lyon aux Autrichiens (1). A l'autre extrémité de l'Empire, les dernières divisions de l'armée du prince de Suède étaient arrivées dans la Flandre, et resserraient les garnisons des places fortes. Le prince de Schwarzenberg annonça ces grands résultats par une proclamation datée de Pougy, le 23 mars. Il faisait connaître à la France sa véritable situation ; il invitait ses propres troupes à ne pas se venger sur une grande nation de l'inflexibilité de celui qui la dominait ; il déclarait enfin que ce chef inflexible avait refusé la paix à Châtillon. Les Alliés avaient déjà publié que, le 15 mars encore, il était maître d'accepter la souveraineté de la France telle qu'elle était en 1792, et qu'il rejeta toutes ces propositions. Il prétendait de son côté que les ennemis ne voulaient pas au fond traiter avec lui, et que s'il eût reçu leurs conditions ils auraient trouvé, dans le peu de bonne-foi dont il les accusait, quelque subterfuge pour ne les pas exécuter. Nous avons déjà exposé plus haut (V. p. 33, *note.*) combien il était difficile qu'une paix sincère et durable conciliât tant d'intérêts et de si grandes rivalités.

Dans cet état de choses, et tandis que Napoléon, revenu vers Saint-Dizier, s'y laissait amu-

---

(1) Depuis le 1er mars, l'armée autrichienne du Midi s'était accrue jusqu'à soixante mille hommes, sous les ordres du prince de Hesse-Hombourg. Le maréchal Augereau n'avait eu qu'environ quarante mille hommes à sa disposition : leur résistance fut très-vive, principalement à Villefranche et jusque dans les faubourgs de Lyon.

ser par le corps de Winzingerode, qu'il se fatiguait à poursuivre inutilement, il ne restait plus entre la grande armée alliée et Paris que les deux divisions des maréchaux Marmont et Mortier, fortes d'environ trente-trois mille hommes. Elles marchaient alors de Vertus sur Vitry, et tombèrent inopinément au milieu des ennemis, que les généraux français croyaient occupés et contenus par Napoléon. Pour s'expliquer le mouvement qui avait séparé les forces de la grande armée, il faut se reporter au moment où, le 17 mars, Napoléon prit le parti de s'avancer d'Epernay vers l'Aube, qu'il passa le 19 à Plancy. Il avait laissé derrière lui le maréchal Marmont sur le point de Reims, avec ordre de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; et, s'il s'y trouvait forcé, de suivre par Epernay la direction du corps principal. Mais l'ennemi nous ayant obligés, le 19, à évacuer Reims, et interceptant en même temps la route d'Epernay, où il aurait fallu le forcer, les maréchaux Marmont et Mortier crurent rejoindre plus sûrement et plus facilement Napoléon qu'ils ne présumaient pas s'être engagé derrière les Autrichiens, en descendant jusqu'à Château-Thierry, pour y traverser la Marne, et se reporter le long de sa rive gauche vers Vitry. Ils avaient pris leur route par Montmirail, Etoges, Vertus et Soudé. Le 24, ils étaient en position à la naissance des deux ruisseaux qui forment la rivière de Soudé. Dans la persuasion qu'on ne pouvait rencontrer d'autre armée que celle de Napoléon, on négligea d'occuper quelques hauteurs; et le lendemain 25 on se trouva face à face avec l'ennemi. Telles furent les circonstances qui

amenèrent le funeste combat, dit de Fère-Champenoise, que nous n'avons connu que par les rapports étrangers, et surtout par son triste résultat, qui fut la prise de Paris. Nos troupes, quoique surprises, ne consultèrent que leur courage, et sans compter l'ennemi, le combattirent avec une admirable détermination. Quatre fois elles essayèrent de se former sous son feu et de prendre une position qui pût l'arrêter; quatre fois elles furent entraînées par les forces immenses qui fondaient sur elles comme un torrent, et furent culbutées jusqu'à Sésanne, abandonnant bagages et artillerie. Nous perdîmes cent quatorze canons, dix-sept mille prisonniers, et cinq ou six mille tués et blessés. Les deux divisions des généraux Pactod et Amey, attaquées à Vertus, en escortant un convoi considérable, furent notamment prises ou exterminées.

Par l'événement, le combat de Fère-Champenoise a été un grand malheur : et s'il eut été possible de l'éviter, il faudrait le considérer comme une grande faute. Si, en effet, l'armée qui le soutint n'eût pas été surprise, qu'elle eût été ramenée vers Paris, et qu'elle y fût arrivée, sans avoir été sensiblement entamée, avec ce qu'elle aurait rallié d'autres troupes, avec celles qui y étaient ou s'y rendaient encore, avec la garde nationale, qui se serait sentie soutenue par des forces imposantes, et sans doute par la présence de l'Impératrice, que ce secours aurait pu déterminer à rester, une plus longue et plus efficace défense de la capitale aurait été possible : mais l'heure des destinées avait sonné. Les troupes, surtout les vieilles, se battaient encore avec

intrépidité, par honneur et par une sorte de désespoir; tandis que les généraux semblaient las de consacrer leurs talens, de verser leur sang pour le soutien d'une mauvaise cause et la défense d'un tyran le plus ingrat, le plus personnel de tous les hommes. Les ressorts de l'Etat tombaient en dissolution; nous ne pouvions plus attendre que d'affreux malheurs: et c'est peut-être le cas de tout oublier, en nous écriant: HEUREUSE FAUTE!

Après la bataille de Fère-Champenoise, les Alliés, qui comptaient sur la division de Winzingerode pour observer et arrêter les mouvemens de Napoléon, marchèrent en cinq colonnes sur Paris, poursuivant de près et continuant d'affaiblir encore les débris du corps mis en déroute dans l'affaire précédente. On voulut bien nous faire part qu'une *colonne égarée* se portait vers Meaux, mais qu'il n'y avait rien à craindre. Cependant, le 29, on vit avec terreur partir l'Impératrice et son fils. Des trésors et de nombreux bagages filaient sur les routes de la Loire; les ministres faisaient évacuer leurs bureaux, qu'ils allaient bientôt suivre. Joseph Buonaparte nous promit, il est vrai, de rester avec nous; mais sa présence ne se manifesta par aucun signe sensible, comme sa disparution n'a laissé aucune trace (1).

---

(1) Le Français trouve à rire un peu de tout; la proclamation du *roi Joseph* lui valut cette épigramme prophétique:

Le grand roi Joseph, pâle et blême,
Pour nous sauver reste avec nous.
Croyez, s'il ne nous sauve tous,
Qu'il se sauvera bien lui-même.

Enfin, deux cent mille hommes étaient à nos portes; et, à l'éclat de leurs armes, nous commençâmes à apercevoir la vérité.

Les Alliés avaient passé la Marne, le 28 et le 29, à Triport et à Meaux, sans presque trouver de résistance, si ce n'est à Claye, où le 28 au soir, le maréchal Mortier fit occuper la forêt, et repoussa vigoureusement les attaques du général Yorck. Les corps de Wrède et de Sacken restèrent en position à Meaux, et le 30 au matin, toutes les dispositions étaient faites pour livrer la *bataille de Paris*.

Paris avait pour défenseurs quelques mille hommes de garnison, les corps passés en revue le 27 par Joseph, et évalués à environ quinze mille hommes, trente mille hommes de garde nationale armés, mais sur lesquels huit à dix mille au plus possédaient des armes parfaitement en état de service, et les restes des corps repliés devant l'ennemi. Avec ces forces on put mettre de vingt-six à vingt-huit mille hommes en bataille. Ils occupaient sur la droite les hauteurs de Belleville, Ménilmontant et la Butte-Saint-Chaumont, et auraient dû s'appuyer à Vincennes; mais faute de monde, cette partie de l'enceinte de Paris n'était pas, à beaucoup près, suffisamment couverte. Leur centre était sur le canal de l'Ourcq; le mamelon de Montmartre qui, s'il eût été convenablement fortifié et suffisamment garni d'artillerie, eût donné un point de défense extrêmement respectable, formait la tête de la gauche, dont l'extrême poste était à Neuilly, où 50 hommes de la vieille garde gardaient le pont avec une pièce de canon. Dans la soirée du 29, on retira tout ce qui restait de troupes de ligne

aux postes de la rive gauche de la Seine, pour les porter du côté où se présentait l'ennemi.

Nous ne plaçons point parmi nos moyens défensifs les ridicules palissades des barrières, fortifications à peine faites pour tromper le bourgeois le plus crédule, que quelques coups de hache auraient abattues, et qui ne servirent qu'à faire gaspiller beaucoup de bois et à faire gagner quelque argent aux ouvriers, si toutefois ils ont été payés (1).

Entre trois et quatre heures du matin, le rappel des tambours tira de leur sommeil les citoyens, dont un grand nombre s'étaient couchés sans prévoir encore ce réveil. La garde na-

(1) Il est certain qu'on aurait pu faire encore avancer des troupes, que la plupart des ouvrages défensifs qui avaient été ordonnés, ne furent pas exécutés, qu'il ne se trouva que six pièces de canon à Montmartre. Il est tout aussi évident qu'on ne peut rejeter le blâme ou le crime de ce manque des plus simples dispositions, sur les braves qui arrivaient du fond de la Champagne. Mais ne doit-on pas s'étonner que le lieutenant-général Joseph, le commandant de Paris, Hullin, et tant d'autres, dont le sort était lié à celui de Buonaparte, n'aient pas fait tracer une redoute, placer un canon, ni prendre enfin une mesure raisonnable? Etaient-ce l'apathie, la terreur, l'esprit de vertige qui avaient frappé tous les esclaves de la tyrannie? ou plutôt ne faut-il pas reconnaître ici, que la profonde nullité des êtres auxquels Napoléon avait laissé en son absence les rênes du Gouvernement, en détruisit seule tous les ressorts?

Dans sa fausse et sèche politique, Napoléon avait toujours redouté d'employer les gens de tête et de cœur; il croyait qu'il serait mieux obéi par des sots, des valets ou des fripons. Il a recueilli les fruits de son système : le jour du malheur est arrivé, et aucun de ceux en qui il se fiait n'a su ou osé lui porter des secours.

F

tionale, quoique singulièrement irritée du départ de l'Impératrice, et indignée de la lâcheté avec laquelle fuyaient tous les membres du Gouvernement, emportant leurs richesses et osant recommander encore aux habitans de se bien battre pour la défense de leurs palais (1); la garde na-

(1) Tandis que ces Messieurs pourvoyaient à leur sûreté par une retraite plus que prudente, il sortit, le 30 au matin, des *ateliers de l'esprit public*, au ministère de la police, un pamphlet digne en tout de cette manufacture, et qui portait pour titre ou épigraphe : *Nous laisserons-nous piller? nous laisserons-nous brûler?* Il n'en parut que peu d'exemplaires dans Paris : de bons citoyens prirent sur eux d'arrêter la circulation de cette *fusée incendiaire;* mais on en fit la distribution aux postes de la garde nationale, et même hors des barrières, à la tête des rangs, pour y répandre la nouvelle de l'approche de Napoléon. Le journal de Paris, du 5 avril, nous a conservé cette pièce curieuse, et qui termine dignement, par son caractère d'impudence et de lâche fureur, la longue série des impostures officielles avec lesquelles on égara si longtemps et si déplorablement l'opinion. En voici le début : « Tandis que l'Empereur arrive sur les derrières de l'en- » nemi, *vingt-cinq à trente mille hommes, conduits par* » *un partisan audacieux, osent menacer nos barrières :* » *en imposeront-ils* à cinq cent mille citoyens qui peuvent » les exterminer? »

Eh! mon Dieu, non, monsieur le menteur officiel, qui ne nous parlez pas *bon français*, ce n'étaient pas ces vingt-cinq à trente mille hommes qui nous *en imposaient*, quand ils nous disaient qu'ils étaient deux cent mille, et que leur *chef audacieux* était l'empereur Alexandre, en personne, et aussi le roi de Prusse marchant à ses côtés : c'était vous qui nous *en imposiez*, comme à l'ordinaire, pour *alimenter l'esprit public;* c'étaient tous vos agens, tous vos instrumens, qui, durant la journée, firent tous leurs efforts pour nous faire encore trembler de l'approche

tionale, disons-nous, se rendit à ses postes avec célérité. Une très-grande quantité de citoyens, non encore armés, surtout une multitude d'ouvriers, parmi lesquels les quatre cinquièmes ont servi, se présentèrent aussi aux postes de réunion, coururent jusqu'aux barrières, demandant partout des armes et n'en trouvant nulle part. On fit attendre notamment un de ces rassemblemens sur la place Vendôme, depuis cinq heures jusques à neuf, et alors seulement on vint offrir des *piques* aux gens de bonne volonté, pour aller au feu. Presque tous se retirèrent en criant à la trahison : on pouvait bien certainement, tout au moins, crier à l'imbécillité. Plusieurs sortirent sans armes dans l'espoir d'en trouver sur le champ de bataille. Enfin, Paris, à qui les troupes ont fait depuis d'amers reproches, se montra tout disposé à se bien défendre; mais tout se passa dans Paris comme si l'on n'avait pas voulu qu'il fût défendu (1).

---

de Napoléon, comme si nous n'avions pas eu déjà que trop d'ennemis sur les bras.

Le reste de cette petite exhortation offrait un plan pour la défense de Paris. On nous engageait à barricader et dépaver les rues ; à combattre l'ennemi par le fer et le feu ; à sauver *nos palais* (Nos palais !), nos arcs de triomphe, et, s'il se pouvait, nos femmes et nos enfans. Et où étaient les conseillers de ces grandes mesures de salut public, les intéressés à la défense *des palais* ? Nous l'avons déjà dit : sur la route d'Orléans.

(1) L'amour de la vérité nous fait une loi de dire qu'il y eut quelques distributions de fusils faites à des gens qui en demandèrent, et à qui on jugea pouvoir les confier sans danger. On en donna ainsi environ deux mille. Le nombre de ceux à qui on en refusa fut bien plus con-

Le feu de l'artillerie se fit entendre entre cinq et six heures du matin. Nous commençâmes par débusquer de Romainville quelques troupes que l'ennemi y avait fait avancer pendant la nuit. La canonnade était soutenue, et bientôt le feu de l'infanterie roula et s'entretint avec une grande vivacité. Nos plus grandes forces étaient jetées sur le point de Belleville. Ce fut aussi là que se porta la chaleur de l'attaque et la plus opiniâtre résistance. Le prince royal de Wurtemberg, à l'extrême gauche des Alliés, avait été dirigé sur Vincennes, où son corps, qui avait été le dernier à passer la Marne, n'arriva que fort tard et après la cessation de l'action. Le général Rajewski, commandant le corps d'armée de Wittgenstein, depuis la blessure de ce général à Bar-sur-Aube, conduisait les attaques sur Belleville; les gardes et les réserves étaient placées sur la grande route de Bondi, en face du canal où nous avions partie de notre centre; le maréchal Blücher devait se porter par Saint-Denis sur Montmartre, et occuper notre gauche, où il n'y eut presque que des engagemens de tirailleurs.

Nos généraux n'avaient demandé aux compagnies de la garde nationale qu'on avait tirées hors des barrières, que de se placer en seconde ligne pour présenter à l'ennemi l'apparence de

---

sidérable. On craignit, et l'on ne peut blâmer cette crainte, qu'en livrant des armes à tout venant, elles ne tombassent dans des mains peu sûres. La précaution était sage en soi. Mais il reste à observer, à l'égard de ceux que peut concerner la remarque, qu'il n'aurait pas fallu attendre le moment même du combat pour prendre des moyens de défense.

colonnes plus fortes qu'elles ne l'étaient en effet. D'ailleurs la plus grande partie de cette garde fut laissée aux barricades pour repousser les troupes légères qui auraient pu se glisser entre les masses, et venir insulter les faubourgs.

Il y aurait un amour-propre ridicule et trop peu de bonne foi à soutenir que toute cette milice montra partout, et sans exception, la même ardeur; que beaucoup de pères de famille, qui voyaient une bataille pour la première fois, ne regardèrent pas derrière eux; que d'autres encore ne préféraient pas, peut-être en secret, une défaite nécessaire et décisive, à la funeste gloire de soutenir un Gouvernement dont le chef était devenu si odieusement tyrannique, dont les membres étaient aussi méprisables que méprisés. Mais la justice veut aussi qu'on dise à ceux qui persisteraient à accuser les Parisiens (comme s'il n'eût tenu qu'à eux d'empêcher un événement, que ni Napoléon, ni ses meilleurs généraux, ni l'élite des troupes françaises, n'avaient pu que retarder), que tout ce qui fut porté au dehors, y montra beaucoup de résolution et de fermeté, ne refusa aucun service, et fournit aux principales attaques un très-grand nombre de tirailleurs qui firent beaucoup de mal à l'ennemi; qu'enfin la garde nationale laissa pour sa part environ deux cents hommes tués sur le champ de bataille, sans parler d'un assez bon nombre de blessés. Ce furent la 8e., la 10e., la 11e. légion, et un détachement de la 2e. qui fournirent le plus de monde aux postes extérieurs, et virent l'ennemi de plus près.

Les positions de Pantin, Belleville, Romainville et de la Butte-Saint-Chaumont, où l'action

s'était engagée, avaient été successivement enlevées dans la matinée même : Pantin nous avait été pris à la baïonnette. Le général Rajewski, à qui sa supériorité numérique permettait de mettre beaucoup de monde en mouvement, faisait contourner les hauteurs où nous essayions de nous défendre, et nous forçait ainsi à les abandonner.

Cependant chaque avantage n'était obtenu qu'après une vigoureuse résistance, et notre artillerie, principalement servie par des Polonais, ainsi que par des élèves de l'Ecole polytechnique, qui n'avaient que quelques semaines d'exercice, et montraient partout l'enthousiasme du courage, jonchait de morts et de blessés les approches des positions. L'ennemi était maître des hauteurs vers le milieu de la journée; il s'y était emparé de quarante-trois canons.

Du côté de Vincennes, un régiment de cosaques réguliers, détaché par le général Rajewski, fit mine, vers une heure, de vouloir insulter le faubourg Saint-Antoine. Le ministre de la police y était venu en personne vers midi, avant de quitter Paris, répandre la nouvelle de l'approche de l'armée impériale. Les esprits extrêmement échauffés étaient disposés à opposer la plus opiniâtre résistance à l'ennemi. On fit sortir vingt-huit canons pour aller à sa rencontre; mais les dispositions étaient si mal prises que toute cette artillerie aurait été sa proie, sans le courage avec lequel trois ou quatre cents hommes de la 8e. légion se portèrent en avant pour la reprendre ou protéger sa rentrée. Ce fut là que des élèves de l'école polytechnique, restés un instant sans soutien avec leurs pièces, les défendirent avec une

remarquable intrépidité. Un détachement de cuirassiers vint à propos à leur secours; l'ennemi cependant emmena neuf canons, qu'on le força le lendemain d'abandonner lorsqu'il voulut leur faire traverser le faubourg. Sur le soir, une colonne fila vers Charenton. Quelques troupes et les élèves de l'école vétérinaire, défendirent le pont avec résolution; et il y eut là 150 jeunes gens de tués : mais les forces supérieures de l'ennemi ne permettant pas plus de résistance, on mit le feu aux fougasses préparées pour le faire sauter. La communication des mêches avec le puits se trouva interrompue. L'ennemi passa et se répandit sur la droite de la Seine, vis-à-vis le Port-à-l'Anglais, où il ne trouva pas de moyens pour traverser le fleuve. Il envoya quelques coups de carabines à des gardes nationales en patrouille sur l'autre rive. Les nouvelles de l'armistice vinrent arrêter ces mouvemens.

L'attaque de Montmartre et du centre avait été confiée au maréchal Blücher. Les ordres, dit-on, ne lui parvinrent que tard; il ne se mit en mouvement qu'à onze heures. Dès sept heures du matin la 10e. légion s'était rendue au pas de charge sur Montmartre, où elle devait appuyer un régiment de conscrits habillés et armés de la veille. Dans la matinée elle avait fait de fortes reconnaissances vers Clichy, et envoyé 50 hommes en tirailleurs. A deux heures, un détachement de la même légion, un autre de la 11e. et celui de la 2e. occupèrent la hauteur; et bientôt après ce qui était en reconnaissance dans la plaine fut obligé de se replier en arrière du mamelon.

Blücher avait chargé la division Langeron d'en-

lever ou masquer Saint-Denis, de nous déloger d'Aubervillers, et d'arriver par Clichy sur Montmartre. Alors, malgré les avantages de la grande armée du côté de Pantin, nous occupions encore à notre centre la ferme du Rouvroy en avant du canal. Cette position était fortifiée par dix-huit pièces en batterie. L'ennemi fit reculer notre infanterie du Rouvroy; mais l'artillerie le contint jusqu'à ce qu'il eut fait approcher la sienne : ce qui n'eut lieu qu'à trois heures.

Nous opposions aussi avec succès à la Villette notre artillerie à une attaque des réserves des grenadiers et des gardes de la grande armée, soutenus par six bataillons et la présence du prince Guillaume de Prusse. Mais les corps d'Yorck et de Kleist étant venus prendre part à l'affaire, et enfilant nos batteries, nous nous concentrâmes à la Villette, d'où nous essayâmes une charge de cavalerie, soutenue par de l'artillerie et de l'infanterie. La cavalerie des Alliés, qui s'était formée au Rouvroy, vint nous charger à son tour, et pénétra dans la Villette. Quatre bataillons de la réserve de Woronsoff y entrèrent en même temps au pas de charge. Nous fûmes chassés et perdîmes notre artillerie. En général notre cavalerie fut peu employée dans cette affaire. L'ennemi, de ce côté, n'avait plus d'obstacles jusqu'aux murs de Paris; et il y marchait, lorsque des parlementaires, envoyés par le Corps municipal, annoncèrent à ses avant-postes que la ville demandait à capituler. La générosité des Souverains, qui s'étaient alors approchés en personne des barrières, n'attendait que ce signal pour arrêter l'effusion du sang, et permettre enfin à

l'humanité de respirer. Il y eut une suspension d'armes pour dresser les articles de la capitulation.

Cependant les corps d'Yorck et de Kleist s'étaient tournés contre la Chapelle, qu'ils emportaient avant d'avoir pu être instruits de l'armistice. M. de Langeron, qui attaquait Montmartre sur un point plus éloigné, n'en avait point non plus connaissance. Il entretenait contre ce poste, depuis trois heures, un feu dont le détachement de la 11e. légion souffrit le plus, et auquel nous ne répondions qu'avec les deux canons placés sur la hauteur; les munitions des quatre autres pièces ne s'étant point trouvées propres à leur calibre.

Néanmoins quatre cents hommes de la vieille garde placés en tirailleurs, contenaient ses troupes légères; mais ces braves, attaqués par deux régimens de cavalerie, et forcés de se former en carré pour les recevoir, après en avoir soutenu et repoussé deux charges, furent enfoncés et dispersés à la troisième, et l'ennemi s'élança sur la montagne. La garde nationale qui en occupait le sommet, résista encore quelques instans et repoussa la première charge. Voyant néanmoins des forces supérieures accourir de tous côtés, elle rentra dans Paris vers six heures avec ce qui restait de troupes, ramenant deux canons après avoir encloué les quatre autres. Le maréchal Moncey, qui avait ordonné cette retraite, resta hors de la barrière, exposé au feu des tirailleurs ennemis, jusqu'à ce qu'il ne vit plus un garde national dehors.

Le pont de Neuilly était gardé, comme nous l'avons dit, par un poste de cinquante grenadiers de la garde; ils étaient presque tous estropiés.

A deux heures ils avaient été attaqués par deux mille hommes et quatre canons. Sommés plusieurs fois de se rendre, ils répondirent toujours que les Russes devaient savoir que la vieille garde, même en nombre inférieur, n'avait jamais blanchi devant eux; et ils conservèrent le pont, qui ne fut abandonné que le lendemain matin.

Mais enfin la connaissance de l'armistice arrêta de toutes parts les mouvemens de l'ennemi; la capitulation suivante lui ouvrit pour le lendemain les portes de Paris, et l'on put dire que LA CAMPAGNE DE 1814 ÉTAIT TERMINÉE.

CAPITULATION

DE LA VILLE DE PARIS.

L'armistice de quatre heures, dont on est convenu pour traiter des conditions de l'occupation de la ville de Paris, et de la retraite des corps français qui s'y trouvaient, ayant conduit à un arrangement à cet égard, les soussignés, dûment autorisés par les commandans respectifs des forces opposées, ont arrêté et signé les articles suivans:

ART. Ier. Les corps des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse évacueront la ville de Paris le 31 (19) mars, à sept heures du matin.

II. Ils emmèneront avec eux l'attirail de leurs corps d'armée.

III. Les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de la ville, c'est-à-dire, le 31 (19) mars, à neuf heures du matin.

IV. Tous les arsenaux, ateliers, établissemens

et magasins militaires seront laissés dans le même état où ils se trouvaient avant qu'il fût question de la présente capitulation.

V. La garde nationale ou urbaine est totalement séparée des troupes de lignes ; elle sera conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des puissances alliées.

VI. Le corps de la gendarmerie municipale partagera entièrement le sort de la garde nationale.

VII. Les blessés et maraudeurs, restés après sept heures à Paris, seront prisonniers de guerre.

VIII. La ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes-puissances alliées.

Fait à Paris, le 31 (19) mars 1814, à deux heures du matin.

Signé le colonel *Orloff*, aide-de-camp de S. M. l'Empereur de toutes les Russies ;
Le colonel comte *Paar*, aide-de-camp général de S. A. le maréchal prince de Schwarzenberg ;
Le colonel baron *Fabrier*, attaché à l'état-major de S. Exc. le maréchal duc de Raguse ;
Le colonel *Denys*, premier aide-de-camp de S. Exc. le maréchal duc de Raguse.

Cette capitulation sauvait Paris du danger d'une destruction presque certaine, à laquelle une résistance honorable, mais imprudente et aveugle, l'avait tenu tout un jour exposé. Il est difficile, en effet, de penser encore sans frémir à tout ce qui aurait pu arriver, si la plus heureuse réunion de diverses circonstances toutes favorables,

et encore aujourd'hui peu connues, n'eût préparé et amené tout à propos la cessation des hostilités. On a pu déjà remarquer que le maréchal Blücher ne se mit que très-tard en action ; qu'il ne pressa point, comme il l'aurait pu, l'attaque du pont de Neuilly ; que de son côté, le prince de Wirtemberg, qui devait, avec son corps, marcher par Vincennes, n'y arriva que fort avant dans l'après-midi. A quelles causes particulières purent tenir ces retards dans les mouvemens des Alliés ? Voici ce que nous avons appris de positif à cet égard : Au moment où leurs armées passaient la Marne, l'empereur Alexandre, qui paraissait vivement désirer que le triomphe qu'il attendait ne coûtât plus de malheurs à l'humanité, et que la France pût être forcée elle-même à l'applaudir sans réserve, fit faire une halte pour haranguer ses soldats, et principalement sa garde, leur annoncer le terme glorieux de leurs travaux, et leur recommander expressément d'honorer leur victoire par leur bonne conduite, leur discipline et leur générosité. Cette première circonstance prolongea de deux ou trois heures le passage des troupes, et recula notamment l'arrivée du corps de Wirtemberg à sa destination, où il est probable qu'on n'aurait pu longtemps lui opposer une résistance efficace. Mais c'était peu de ces nobles soins d'un cœur véritablement grand et magnanime ; et le 29, au matin, Alexandre s'empressa d'envoyer offrir au commandant militaire de Paris cette même capitulation qui ne put être conclue que le lendemain.

L'aide-de-camp, porteur de sa lettre, se pré-

senta à neuf heures aux avant-postes français, à Ville-Parisis. L'officier supérieur qui y commandait refusa de le laisser passer, et même de transmettre sa dépêche avant d'avoir reçu des instructions de Paris ; et, sur sa demande, on lui accorda trois heures d'armistice pour les envoyer chercher. A midi, d'après sa déclaration qu'il ne lui était point venu de réponse, les mouvemens des troupes continuèrent, et le quartier-général de LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse, pour la nuit du 29 au 30, se trouva établi à Bondy.

Toute la journée s'était donc passée sans que le premier de ces princes eût reçu de réponse à son ouverture du matin, lorsque vers minuit, un capitaine des sapeurs-pompiers de Paris, tombé parmi les vedettes de l'avant-garde du comte de Pahlen, et se disant parlementaire et égaré, fut heureusement envoyé aux chefs de l'état-major de l'Empereur, le général d'Auvray et le prince Volchonski. Ce capitaine leur dit que, faute d'officiers de ligne, il avait été chargé par le général Hullin, d'aller prendre aux avant-postes français des informations sur le parlementaire russe qu'on y avait arrêté le matin ; heureusement encore que ces généraux crurent entrevoir dans les paroles de cet officier, l'intention et comme le moyen détourné de renouer la négociation dont il se montrait instruit, et qu'ils s'empressèrent d'en donner connaissance à l'Empereur, auquel il fut bientôt présenté.

Ce monarque lui déclara qu'il était irrévocablement résolu d'entrer dans Paris à tout prix ; et que, comme toute défense de cette grande

ville était impossible, et ne pourrait avoir d'autre résultat que sa destruction, il offrait encore à ceux qui y commandaient, une capitulation qui prévînt tous les malheurs ; qu'enfin il le renvoyait, en le chargeant de communiquer ce qu'il venait d'entendre à ceux qui pouvaient l'avoir envoyé.

Notre capitaine, dans cette espèce de mission où il courait risque d'être déclaré prisonnier, put se convaincre par ses propres yeux, en voyant la ligne des feux de bivouac, que ce n'étaient pas moins de 120 à 130 mille hommes, qui menaçaient de fondre au jour sur la capitale, sans parler de trois autres corps d'armée dont il n'avait pu avoir connaissance, et qui formaient entre Bondy et la Marne un arrière ligne d'observation.

Etait-ce dans Paris l'ignorance réelle de la force des Alliés, la croyance en une *colonne égarée*, conduite par un *partisan audacieux*, la crainte de désobéir à Napoléon, l'espoir de le voir arriver, le dessein de lui en donner le temps, soit en soutenant un combat, soit en amusant l'ennemi par des tentatives de négociation, qui jetaient tant d'incohérence, de tâtonnement, de contradiction dans les mesures qu'on y vit prendre par les diverses autorités ? On ne sait : il reste encore un voile assez obscur sur les mouvemens de l'intérieur dans cette journée. Ce qui paraît indubitable, c'est que tous ne voulaient pas la même chose ; ce qui est certain, c'est qu'avant, pendant, et jusqu'après l'action, l'empereur de Russie fit tout ce qui dépendait de lui pour n'être pas réduit à déployer contre Paris toute la supériorité de ses forces. D'ailleurs, ferme dans le

dessein qu'il avait annoncé d'y entrer, et bien résolu de ne pas laisser à Napoléon le temps d'y mettre obstacle, il dut ordonner les attaques dès le 30 au matin, en attendant l'effet des dernières déclarations, dont l'officier qu'il avait daigné accueillir, était, comme on vient de le dire, devenu l'interprète.

Celui-ci, pendant le combat, qui pouvait tout terminer et rendre sa mission inutile, cherchait de tous côtés le lieutenant-général Joseph, pour lui rendre compte de ses aventures de la nuit. Il le joignit enfin à onze heures sur Montmartre, où il était avec son frère Jérôme. Joseph paraissait ignorer les principales circonstances de ce qui lui était communiqué; il se les fit répéter, les demanda par écrit et signées, soit pour mettre sa responsabilité à couvert, soit pour avoir une sorte de garantie que Paris et ses habitans seraient respectés et protégés; et, laissant aussitôt les commandans militaires maîtres de traiter, il disparut avec son frère (1). Bientôt après, et par le résultat des premiers succès des Alliés, et par la connaissance des dispositions favorables de l'empereur de Russie, la reddition de Paris n'éprouva plus d'obstacles. Il ne fallut pas moins que la réunion inespérée de toutes ces circonstances pour le sauver.

La journée du 30 mars coûta, selon les bulle-

(1) Joseph prit sa route par Sèvres, où la population rassemblée de tous les environs lui parut dans une violente agitation. On parlait de l'arrêter; il leur échappa en assurant que Paris était délivré, les Alliés battus, Napoléon de retour, et qu'il allait *chercher* l'Impératrice.

tins et papiers publics étrangers, environ trois mille hommes aux Français, et de sept à huit mille aux Alliés. Le relevé des enterremens faits sur le champ de bataille, a donné aussi onze mille cadavres : on croit cependant que l'ennemi à lui seul y a laissé environ douze mille hommes.

Cette perte, au reste, fut, à raison du nombre des Alliés, proportionnellement moindre que la nôtre; elle eut été bien plus considérable si le *désordre* n'eût pas présidé aux préparatifs de défense. Ce *désordre*, dont le résultat définitif fut de nous sauver et de nous donner un gouvernement *national*, et dont les causes peuvent faire naître diverses conjectures, fut tel que là les munitions manquaient, là les boulets n'étaient pas de calibre, des caissons étaient chargés de pierres, des gardes nationales trouvèrent de la cendre dans leurs cartouches. On s'en plaignit sur l'heure; bientôt l'humanité s'en réjouit. En effet, dès que la nouvelle de la capitulation, de ce commencement de paix, fut connue dans Paris, elle y répandit le calme et l'espérance d'un meilleur avenir. Ce ne fut pas, au reste, il faut en convenir, la faute des agens de la police, si la tranquillité ne fut pas troublée. Cette écume des sociétés, avec laquelle Napoléon crut gouverner la France, le servit jusqu'au dernier moment avec un zèle qui aurait été de la fidélité, si l'on pouvait donner ce nom aux services de vils esclaves.

Pendant le combat, *ils firent encore des Bulletins*. Pour soutenir et animer les courages, pour monter et égarer les têtes, de soi-disant *témoins oculaires* parcouraient tous les quar-

tiers, annonçant tantôt que l'ennemi était repoussé d'une lieue et demie, tantôt que le roi de Prusse avait été coupé avec une colonne de dix mille hommes, et entrait prisonnier dans Paris, tantôt enfin que Napoléon arrivait, et allait attaquer avec 80,000 hommes (1). Il n'était pas très-sûr de se montrer incrédule à ces trop belles nouvelles; et le bon sens, toujours un peu *raisonneur*, se voyait aussitôt accusé d'*incivisme*. Mais au moment même où elles se débitaient avec le plus d'ardeur, on voyait aussi des grands dignitaires ou leurs femmes, des *Excellences*, des *Altesses*, des *Majestés*, tristes exemples de la fragilité des grandeurs, continuer leur retraite : et leur abattement empoisonnait, étouffait la joie qu'on aurait voulu avoir de ces annonces de victoires.

Le soir, et au moment même où l'on négociait pour la capitulation, des personnes dignes de foi reconnurent des gens attachés à un chef marquant de l'ancienne police, portant en toute hâte d'énormes sacs d'argent, et se dirigeant du quartier Notre-Dame vers les quartiers de delà la Seine. Ces personnes, dans l'agitation qui régnait encore, ne tirèrent aucune induction de cette circonstance; on ne peut pas même affirmer à présent qu'il en faille tirer quelqu'une. Au reste, ce qui est certain, c'est que le lendemain

---

(1) On vit un homme, décoré d'une écharpe, qu'on prenait pour un officier municipal, et qui ne pouvait être qu'un agent de police, échauffer, par cette nouvelle, les postes de la garde nationale placés hors des barrières.

matin, lors de l'entrée des Alliés, il y eut des provocations à la résistance. Des gens à cheval couraient dans le quartier du Louvre, criant de fermer les boutiques, de barricader les maisons, de chasser l'ennemi, et que Napoléon allait attaquer par le dehors. Les premiers cosaques qui parurent furent assaillis vers la Grève, de cris forcenés de : VIVE L'EMPEREUR, accompagnés de gestes menaçans. L'inquiétude les gagnait, et ils allaient se mettre en défense quand la garde nationale, qui se portait partout avec activité, apaisa ces tumultes et dissipa leurs malveillans ou insensés excitateurs.

Grâces à ses soins, l'entrée des Souverains alliés et de leurs troupes, non seulement fut paisible, mais même elle prit bientôt un caractère de fête : c'était la fête de l'Europe, dont presque toutes les nations y avaient des représentans.

Pressés par la rapidité de notre narration, nous n'entreprendrons point de reproduire ce grand spectacle, encore présent d'ailleurs à tous les esprits comme à tous les cœurs. Qui a oublié avec quelle générosité des Monarques, trop long-temps menacés par nos armes, ne s'en vengeaient qu'en nous offrant la paix, un Gouvernement et tous les biens qui en peuvent naître ? Qui a oublié avec quelle admiration empressée nous contemplions, nous abordions des Rois qui étaient *hommes*, et qui nous invitaient à les approcher ? Tout Paris en un instant sut en gros que, pour la première fois depuis long-temps, le char de la victoire ne laisserait tomber que des bienfaits, que la ville serait exempte

de logemens militaires et autres charges de guerre. Bientôt la bonne intelligence fut entière de part et d'autre. Ennemis la veille, par notre confiance réciproque, nous étions déjà d'anciens alliés ; c'était une famille qu'un méchant avait brouillée, et que l'expulsion du méchant réunissait.

Tandis que tous les cœurs, par l'explosion de sentimens dont nous étions désaccoutumés, payaient la dette de la reconnaissance, la politique applaudissait à la pensée noble, élevée, qui terminait les maux de l'Europe en admettant toutes les grandes familles européennes à une part également honorable d'avantages et de bonheur. Elle revoyait les *Alliés au camp des Dauniens*, dociles aux conseils de Minerve, désarmant par leur justice l'ennemi dont la force n'eût pas achevé ni assuré l'asservissement, faisant oublier l'impie Adraste par un roi humain et éprouvé à l'école du malheur ; et le beau rêve de Fénélon devenait une page de l'histoire. Tant il est vrai que le véritable intérêt des hommes et des princes s'allie toujours avec la justice, et que si des cendres de Moscow il était sorti de terribles vengeurs, qui sait ce qu'auraient produit celles de Paris ! Combien aurait été abrégée la campagne de 1814 ! Combien de sang eût été épargné, si tous les Français eussent pu être convaincus d'avance de ces généreuses intentions, s'ils eussent pu ne jamais voir dans leurs ennemis autre chose que des libérateurs ?

Mais quittons ce magnifique tableau, digne des regards de la postérité, et réservé sans doute à d'autres pinceaux ; et suivons encore quelques

instans Napoléon jusqu'aux derniers momens de sa vie politique.

Les troupes françaises, forcées le 30 mars dans leurs positions en avant de Paris, commencèrent dans la soirée même leur mouvement d'évacuation et de retraite. Une grande partie prit la direction de la barrière d'Enfer et des routes environnantes. Elles étaient tristes, sans être découragées : mais, officiers et soldats, tous très-mal informés de la situation intérieure de Paris, témoignaient hautement aux gardes des barrières, des dispositions très-peu fraternelles à l'égard des habitans. Ils ne leur dissimulaient pas qu'ils partaient avec le désir et l'espoir de la vengeance. Ils s'en allaient toujours furieux de ce qu'on n'avait pas pris les armes pour les secourir; et il était difficile de leur faire entendre que nous n'avions point eu d'armes à prendre. L'Ecole militaire évacua à minuit, et suivit la même route. On a dit que Napoléon avait envoyé l'ordre de mettre le feu aux poudres des magasins de Grenelle, afin de détruire Paris. Nous le répétons, il ne faut pas le *calomnier*, et il est reconnu aujourd'hui que les ordres qui durent avoir été donnés relativement aux poudres, n'avaient d'autre but que de priver l'ennemi de ces munitions, en les faisant jeter dans l'eau, ainsi que cela se pratique en pareil cas.

Cependant cet Empereur, enfant de la Victoire, et que la Victoire détruisait, s'était avancé jusqu'auprès de Paris, au moment où ses troupes en sortaient. Il apprit, à minuit, vers Villejuif, ce qui s'était passé. Sa colère fut extrême. Il connaissait déjà le départ de l'Impératrice, qui avait

paru le contrarier infiniment (1). Enfin, voyant qu'il n'avait plus rien à attendre de ce côté, il retourna sur ses pas, afin de rallier l'armée qui le suivait, et tous les corps qu'il pourrait rassembler. Trompé, comme nous l'avons vu plus haut, sur les mouvemens des Alliés et par les ma-

(1) Dans un ouvrage en un volume sur les dernières campagnes de Buonaparte, qu'on vient de publier comme traduit en grande partie de l'allemand, on affirme très-positivement que l'Impératrice quitta Paris *par l'ordre même* de Napoléon. Malgré notre empressement à profiter de toutes les lumières, nous persistons sur ce fait dans notre premier exposé, et nous rappelons que dès le 23 mars les communications du quartier-général français avec Paris étaient interceptées; que la première lettre de Napoléon que saisirent les Alliés prouvait qu'il les croyait en retraite, et annonçait un complet et prochain succès; qu'il ne s'aperçut que le 27 qu'il était tombé dans un piége; qu'ainsi, quand bien même il aurait alors expédié un courier à l'Impératrice, ce courier ne lui serait pas parvenu. Tout Paris sait, d'ailleurs, que cette princesse résistait à son départ, et qu'on lui faisait, pour l'entraîner, une sorte de violence.

Dans ce même ouvrage on accuse avec humeur, de *malveillance*, ceux qui veulent *donner à entendre* que Paris fut mal défendu, qui cherchent à *infirmer* que Napoléon a pu y être *trahi*; et ce qu'il y a de singulier, l'auteur ou les auteurs de cette singulière accusation insinuent que la célèbre proclamation du Corps municipal qui invita, le 31 mars au matin, tous les Français à rappeler les Bourbons, *était rédigée et préparée* D'AVANCE. Est-ce là la preuve que tout le monde fut disposé et résolu à soutenir le trône de Napoléon? Ce fait, bien qu'à notre avis douteux, est encore répété par beaucoup de monde. On se vante de savoir que cette pièce était imprimée dès le 26 mars. Il y avait bien peu de royalistes qui ne crussent être sûrs d'une prochaine explosion en faveur de l'ancienne monarchie. On peut se tromper sur quelques détails, ignorer quelques faits ou les voir sous des points de vue divers: mais il faut en tout et avant tout être de bonne foi.

nœuvres du comte de Winzingerode qui le harcelait avec un gros corps de cavalerie, il s'était convaincu trop tard que Paris allait être attaqué par des forces irrésistibles; et laissant en arrière son armée avec laquelle, le 27 mars, il avait encore perdu un temps précieux dans un engagement assez vif auprès de Saint-Dizier, il accourait de sa personne pour présider à la défense de sa capitale. L'interception de la route de Troyes le rejeta par un long détour sur celle de Sens et de Fontainebleau. Ce retard ne lui permit d'arriver presqu'aux portes de Paris, que dans la nuit du 30. Ainsi, une différence de quelques heures en aurait infailliblement causé la destruction.

Les Alliés, qui l'avaient déjà prévenu par leur attaque, songeaient à le prévenir dans la revanche qu'il pourrait en vouloir prendre. Ils conservaient et armaient les hauteurs dont ils s'étaient emparés; ils se préparaient à se porter sur la route de Fontainebleau. Napoléon rassemblait sur ce point tous ses débris. En même temps il employait tous les moyens d'exalter la fureur du soldat; il promit à un corps qu'il passa en revue à Corbeil, quatre heures de pillage pour récompense de la reprise de Paris : il semblait ne plus prendre conseil que du désespoir.

Pendant ce temps, Paris était rendu enfin à la liberté de parler et de penser; ses murs étaient couverts de la déclaration solennelle par laquelle l'Empereur Alexandre reconnaissait aux Français, au nom des Alliés, le droit de se donner un gouvernement, et s'engageait en même temps à ne *jamais traiter avec Napoléon ni avec sa fa-*

mille. Les vœux pour le rappel des Bourbons, qui s'étaient manifestés dès le 31 mars (1), prenaient de moment en moment plus d'extension et d'énergie. On faisait connaître au peuple les sentimens paternels, les intentions libérales des augustes membres de cette famille pour le rétablissement de la paix intérieure, à l'abri d'un trône appuyé sur la clémence et les lois. Le Sénat dont les membres, en très-grande majorité, n'avaient point quitté Paris, prononça, le 2 avril, la déchéance de Napoléon Buonaparte, et le 6 avril, le rappel au trône, au nom de la nation française, de la dynastie des Bourbons. Ces deux actes, aux yeux des esprits réfléchis, justifièrent ce corps jusqu'ici trop silencieux, et d'ailleurs opprimé, comme tout l'Etat, d'une partie au moins des reproches qu'il avait pu encourir. Ces actes donnèrent à l'opinion publique, qui ne se prononçait, pour ainsi dire, que tumultuairement et sans moyens d'établir son universalité, les formes et la force d'un vœu vraiment national. Ils élevè-

(1) Durant le combat du 30, on essaya d'éveiller l'opinion, et d'engager les citoyens à se déclarer contre Napoléon, et pour les Bourbons. Une personne qui distribuait des proclamations, dans ce but, fut arrêtée par des patrouilles, dans le faubourg Saint-Germain, mais parvint aisément à s'échapper. On ne savait encore dans Paris guère autre chose sinon qu'on se battait : et comme on ignorait la force réelle de l'ennemi, la multitude attendait l'événement. Beaucoup de monde sans doute étaient dès-lors prêts à recevoir les Bourbons d'enthousiasme; mais il y en avait trop aussi qui avaient besoin de réflexion pour que cet enthousiasme, au moment prématuré où l'on voulut l'exciter, devînt communicatif.

rent à côté du fantôme du *généralat* encore permanent de Napoléon, une autorité légale et régulière, à laquelle tous les bons citoyens purent se rallier. Ils rompirent le prestige dangereux des liens qui lui attachaient encore l'armée. En un mot, les événemens antérieurs quelles qu'en fussent les causes, avaient renversé l'Empereur ; la conduite du Sénat, sa séparation d'avec Napoléon, empêcha un chef de rebellion de se montrer, et préserva la France de la guerre civile.

On se hâta de faire parvenir à Fontainebleau l'acte de la déchéance. Buonaparte, comme nous l'avons dit, y disposait les troupes à mesure qu'elles arrivaient, à marcher sur Paris. L'armée qu'il attendait, quoiqu'affaiblie dans la route, par le découragement et la désertion, devait se monter encore à quatre-vingt mille hommes. Dès le 2 avril, il en était arrivé environ vingt mille : il leur annonça en les passant en revue que l'ennemi occupait la capitale. « Je ne parle pas, dit-il, des habitans de » cette grande ville : mais une horde d'émigrés » que j'avais rappelés, auxquels j'avais rendu leurs » biens, que j'avais même comblé de mes bienfaits » particuliers, ont offert leurs services à l'empereur Alexandre, et ont arboré la cocarde blanche.... (Ici sa figure se contracta avec violence.) » La cocarde tricolore ! ! Nous l'avons conquise » pendant la révolution ; nous l'avons illustrée » par trop de triomphes pour que je puisse croire » que vous consentiez jamais à la quitter. Préparez-vous à combattre. S'il faut reprendre Paris » à la bayonnette, je marcherai moi-même à votre » tête : dois-je compter sur vous ? ai-je raison ? por-

« terez-vous toujours cette cocarde nationale? » *Oui, oui! vive l'Empereur! à Paris, à Paris!* Tels furent les cris qui partirent de tous les rangs.

Cependant les maréchaux témoins de cette scène étaient loin de partager cette ardeur irréfléchie. Le soir ils se réunirent pour se rendre au palais, et parvenus à Napoléon : Sire, lui dirent-ils, croyez-vous à la fidélité, au dévouement dont jusqu'ici nous vous avons donné des preuves ? Sur sa réponse affirmative, ils lui représentèrent que tout était perdu; que quand les troupes encore en marche seraient arrivées, il n'y aurait pas plus de cinquante-six mille hommes en état de combattre; qu'on avait à peine pour deux jours de munitions. Le résultat de cette situation, le seul parti à prendre pour sauver quelques débris d'un si grand naufrage était d'abdiquer en faveur du roi de Rome. Napoléon réfléchit en silence, et dicta l'acte de son abdication conditionnelle. Le lendemain la nouvelle de la déchéance fut répandue dans Fontainebleau. Le maréchal Ney fit entendre à la parade, ce mot terrible à celui qui se croyait encore maître du sort de la France. Napoléon, foudroyé, rentra dans son palais.

Mais en cessant d'obéir à l'*Empereur*, les guerriers qu'il a si long-temps sacrifiés à sa seule grandeur, continuent de servir leur *ancien compagnon d'armes*, et s'honorent par les soins qu'ils prennent de ses intérêts.

Le maréchal Marmont, en traitant de la soumission du sixième corps au nouveau Gouvernement, qui lui offre le caractère d'une autorité nationale, stipule avec les Alliés, par une convention des 3 et 4 avril, que si les événemens ulté-

rieurs de la guerre leur livrent la personne de Napoléon, sa vie et sa liberté dans un lieu convenable lui seront dès-lors garanties. Les maréchaux Ney et Macdonald font plus encore : ils se chargent, avec le duc de Vicence, de traiter auprès de l'Empereur Alexandre du sort de la dynastie de Napoléon ; ils négocient avec chaleur ; ils espèrent un instant le succès ; et ce n'est que quand les plus hautes considérations ont rendu ce succès impossible, qu'ils se trouvent libres de donner une adhésion complète aux nouvelles lois qui vont régir la France, et déclarent que *pour éviter à la chère patrie les maux d'une guerre civile, il ne reste plus aux Français qu'à embrasser entièrement la cause de leurs anciens rois.* (Lettre du maréchal Ney, du 5 avril.) Ces dernières circonstances furent bientôt suivies de la renonciation de Napoléon à l'empire de France et de l'acceptation de l'île d'Elbe pour séjour et possession à titre de souveraineté.

La guerre fut dès-lors complètement finie ; mais le système de mensonges et d'erreurs par lequel le gouvernement détruit avait subsisté jusqu'alors, en prolongea encore quelques instans les horreurs.

Il était parti du ministère de l'intérieur, deux ou trois jours avant la *grande journée*, des ordres précis pour toutes les autorités, de cacher, d'atténuer les *mauvaises nouvelles*, de n'en publier que de *bonnes*, et de travailler avec ardeur à armer la France pour l'Empereur.

Bientôt ces *bonnes nouvelles* se trouvèrent être les mauvaises ; mais cette odieuse politique n'en empêcha pas moins, pendant quelques jours, la

vérité de pénétrer dans les départemens. L'ignorance des événemens donna lieu, entre autres, au sanglant combat que le maréchal Soult soutint contre lord Wellington (1), auprès de Toulouse : et cette tache de sang souillera éternellement, dans la mémoire de nos neveux, les vils ministres de la tyrannie.

Telles sont les principales circonstances, tel est le résultat de l'invasion de la France ; et les ennemis peuvent aussi placer dans leurs annales leur CAMPAGNE DE TROIS MOIS. On ne peut guère y compter de grandes batailles rangées, que celles de la Rothière ou de Brienne, de Craonne et de Laon ; mais les combats partiels y furent très-multipliés ; il faut placer parmi les plus importans, ceux de Montmirail, de Vauchamp, de Montereau, de Bar-sur-Aube, d'Arcis-sur-Aube, de Fère-Champenoise et de Paris. On présume que nous y avons perdu, dans les villes ou sur les champs de bataille, mille ou douze cents pièces de canons ; qu'elle a coûté aux Alliés plus de cent mille hommes, et aux Français presque autant.

Cependant si, encore après la prise de Paris, Napoléon eût pu réunir l'armée d'Italie, celle d'Es-

---

(1) Les Français retranchés devant Toulouse, au nombre de seize à dix-huit mille hommes, repoussèrent toute une journée les attaques d'une armée infiniment supérieure, et qui combattait avec une rare intrépidité. Ils tuèrent vingt mille hommes à l'ennemi. La principale perte tomba sur les corps espagnols qui assaillirent les premiers les retranchemens. Lord Wellington ayant fait avancer, pour commencer l'attaque le lendemain, des projectiles qui auraient incendié la ville, le maréchal Soult se détermina à se retirer pour la sauver.

-pagne et du Midi, les garnisons d'Allemagne et de Hollande, ainsi qu'une partie de celles des frontières, qui déjà du côté de la Flandre se mettaient en mouvement, il aurait eu encore près de 600,000 hommes disponibles; mais cette réunion était devenue impossible, et d'ailleurs les Alliés en avaient plus de douze cent mille à lui opposer (1).

La campagne de 1814 a fait plus que renverser son empire : elle a détruit le *grand homme*, et fait évanouir le prestige de sa réputation.

Cependant, pour conserver à son égard toute l'impartialité que réclame l'histoire, on doit reconnaître avec tous les militaires français que personne ne joignit à un coup-d'œil plus rapide une

(1) Voici, d'après un journal allemand, l'état des forces que la coalition avait mises en campagne pour l'invasion de la France : armées autrichiennes, en France et en Italie, 250,000 hommes; armée russe 250,000 hommes; armée prussienne 200,000 hommes; armées des divers Etats d'Allemagne réunies 290,000 hommes; armée suédoise 30,000 hommes; armée hollandaise 30,000 hommes; armées anglaise, d'Espagne et de Hollande, 60,000 hommes; armées espagnole et portugaise 80,000 hommes; armée napolitaine 30,000 hommes; armée danoise 10,000 hommes : total 1,230,000 hommes. Il peut y avoir de l'exagération dans quelques-uns de ces nombres; on croit, par exemple, qu'on pourrait réduire les armées autrichiennes à 200 mille hommes, et celle de Prusse, à 160 mille hommes. Il n'est pas probable non plus que les contingens allemands, qu'on a vus plus haut évalués à 144 mille hommes, eussent été portés, même avec les renforts que plusieurs reçurent, à 290 mille. Mais, d'ailleurs, il faut remarquer que cet état est moins le tableau des hommes présens sous les armes, que celui des forces que les Alliés eussent pu mettre en mouvement, sans y comprendre les landsturms qui étaient disponibles, et, en cas de besoin, auraient marché.

activité plus extraordinaire, et qu'aucun général ne sut mieux faire mouvoir de grandes armées sur un champ de bataille. Mais en accordant toutes ces qualités à Napoléon, on cherche en vain chez lui celles qui constituent les véritablement grands capitaines. Trop souvent son audace ne fut que de la témérité, et sa fermeté un entêtement qui lui tint lieu de toute autre ressource. Sa campagne d'Italie fut sans doute très-brillante, et sera son plus beau titre de gloire. Mais encore combien l'énergie et l'exaltation des troupes ne lui valurent-elles pas de succès hasardés? Combien de fois n'aracha-t-il pas à force d'hommes des avantages que quelques manœuvres moins brillantes, mais plus prudentes lui eussent acquis? Il viola la victoire; et dans cette sanglante campagne son armée fut six fois renouvelée. Dans les autres il ne montra plus d'une fois qu'une téméraire confiance au hasard comme à Marengo, qu'imprévoyance comme à Moscow, obstination comme à Dresde, aveuglement comme à l'époque de la prise de Paris. Il acheta par des flots de sang ses succès les plus décisifs; et s'ils furent éclatans, ils furent effacés par des désastres plus éclatans encore. On ne doit pas dissimuler, au reste, que l'opinion n'est pas encore universellement fixée à son égard sur son dernier revers; et il est des personnes qui aiment à se persuader qu'il eût sauvé son empire, s'il eût été partout également secondé. Nous sommes peut-être encore trop près des événemens pour éclaircir et décider cette question. Mais cependant est-il donc le seul qui n'ait éprouvé aucun échec, qui n'ait commis aucune faute? Et auquel de ses généraux en reprochera-t-on une plus impardonnable

et plus décisive que la marche inconsidérée par laquelle il découvrit entièrement sa capitale, et courut avec toutes ses troupes, d'ailleurs affaiblies et épuisées, chercher l'ennemi là où il n'était pas? Il avait dû penser, répondra-t-on, que cette manœuvre forcerait cet ennemi à rétrograder. Soit: mais ne savait-il donc combiner qu'une seule chance de succès? et dans le cas arrivé où les Alliés marcheraient en avant, n'avait-il pas dû prévoir ce qui lui resterait à faire pour tirer parti de cette résolution audacieuse; comme de poursuivre son dessein de rassembler les garnisons et d'opérer derrière l'ennemi une levée en masse à laquelle tout le pays, cruellement ravagé, se serait alors porté avec fureur? Au lieu de cela on le voit accourir de sa personne à Paris, comme pour apprendre plus tôt la nouvelle de sa propre chute, sans sentir que cette conrse inutile, que ces mouvemens désordonnés, révéleront à ses ennemis de toute espèce, qu'il a lui-même abandonné ses derniers moyens de les inquiéter, exalteront leur confiance, et feront éclater des projets qu'aurait pu comprimer la crainte de le voir rester maître des routes du Rhin.

Au commencement de cette campagne, il connaissait toute l'insuffisance de ses moyens : son orgueil seul lui fit braver tous les dangers de sa position; et la France lui reprochera éternellement l'ambition insensée qui lui fit repousser la paix et livrer notre patrie aux horreurs d'une guerre qu'il savait n'être pas en état de soutenir.

On admet communément pour les nations une sorte de tempérament moral, dont les qualités constitutives se prononcent, se modifient, se nuancent et peuvent même s'altérer plus ou moins chez les divers individus. Celui que les anciens ont attribué aux habitans de la Corse, offrait sans doute quelque exagération, et la couleur de ces préventions héréditaires qui divisent les peuples, plus encore que les particuliers, et qui se transmettent de génération en génération.

Quoi qu'il en soit, voici en deux vers latins, le portrait que les Romains s'étaient fait des Corses : on le prendrait plutôt aujourd'hui pour un portrait particulier, et chacun en nommerait de suite le modèle.

Corsica lex prima ulcisci; post vivere rapto;
Tertia mentiri; quarta negare Deos.

On a essayé de les rendre ainsi qu'il suit, en français :

La vengeance, et la fourbe, et le droit de la force,
Et le mépris des Dieux, voilà les lois du Corse.

A quelque époque de sa vie publique que l'on prenne Buonaparte, on le verra toujours obéir fidèlement à quelqu'une de ces lois.

En Italie, il témoignait une considération hypocrite pour le Pape, au moment où il envoyait ses troupes asservir Rome au nom de la liberté. En Egypte, il se faisait un mérite auprès des Musulmans d'avoir détruit les chevaliers de Malte, et renversé le Saint-Siége et les Croix : il voulait qu'on le crût envoyé de Dieu pour être l'appui du mahométisme. En France, il releva les autels,

il rappela les ministres de la religion, mais dans l'espoir et à la condition tacite qu'ils seraient avant tout ses propres ministres, qu'ils feraient de la religion son instrument. On le vit, dans le nouveau cathéchisme, transformer en dogmes religieux les questions politiques de la légitimité de sa puissance.

Charlatan effronté, il avait fini par se faire un jeu de la fourberie. Il eut dès son début assez peu de justesse dans l'esprit pour se persuader que le mensonge et l'imposture pouvaient produire des résultats réels et durables : il en fit ses moyens habituels de succès. Ce fut sur ces faux et vils appuis qu'il éleva le colosse de sa grandeur, et il ne sentit pas qu'il en plaçait la base dans la boue. Il préluda par l'usurpation de la renommée à l'usurpation de la puissance; il s'environna d'une opinion factice de talens et de supériorité, au moyen de laquelle il devint *l'homme unique* dans l'Etat. Les journaux furent ses complices longtemps avant d'être ses esclaves.

Ses brigandages, ses violences, ont trop désolé l'Europe, pour qu'il soit besoin d'en reproduire le tableau; et quant à sa passion pour la vengeance, quoiqu'il ait donné quelquefois des représentations publiques d'actes de clémence, que l'intérêt lui dictait, que les circonstances lui arrachaient, il est probable qu'il n'a jamais pardonné une injure du fond du cœur. Sa haine implacable était quelquefois adroite et dissimulée. En voici un trait qui le peindra tout entier : Des officiers, depuis qu'il s'était emparé de l'autorité, au 18 brumaire, avaient témoigné hautement leur mécontentement de cette révolution. Les idées de répu-

blicanisme avaient encore beaucoup de force : on s'indignait de voir l'ouvrage de dix ans renversé en un jour par un étranger : on conspirait, ou du moins on parlait beaucoup de conspiration. Ces militaires avaient été signalés pour la violence de leurs propos, l'éclat de leurs menaces; on prétendit même qu'ils avaient formé le projet de se rendre aux Tuileries, d'y entourer Buonaparte et de le tuer. Ils furent exilés ou mis en surveillance. L'expédition de Saint-Domingue eut lieu; expédition insensée si elle ne fut atroce, et le résultat d'un projet de se débarrasser de ce qu'il y avait dans l'armée de moins dévoué au nouveau Gouvernement (1). Les conspirateurs sont appelés aux Tuileries : on leur donne de l'avancement, avec l'ordre de partir pour l'armée d'expédition. C'est en les rendant utiles à l'Etat et à eux-mêmes, qu'on leur assure les moyens d'*expier leurs torts*. En sortant de l'audience on les entendit (tant notre loyauté repousse de notre esprit jusqu'à l'idée de la trahison!) vanter la magnanimité avec laquelle le premier Consul leur avait offert l'oubli du passé, et s'accuser d'avoir trop écouté contre lui des préventions irréfléchies. Ils partirent, pressant contre leur cœur la main qui les assassinait, et coururent avec transport subir l'arrêt secret de sa haine, dans des dangers brillans mais inévitables, et où ils succombèrent tous. Ce ne fut pas, au reste,

(1) M. Forfait, alors ministre de la Marine, fatiguait Buonaparte de représentations contre cette déplorable expédition. Un jour, celui-ci, perdant patience, s'écria : *Eh! que voulez-vous que je fasse de ces soixante mille mauvaises têtes?* Ce mot dit tout.

la seule fois que la gloire fut chargée de conduire à leur sort les victimes de Buonaparte ; et tant de personnes qui pouvaient gêner son ambition ont disparu si à propos, qu'on peut dire que la mort avait des yeux pour lui (1). Et comment se serait-il refusé le sacrifice de quelques hommes, lui qui professait le mépris le plus absolu pour l'humanité, qui s'était fait *l'unité absolue*, le *chiffre positif* de ses calculs prétendus politiques, et plaçait après lui, pour augmenter sa valeur, des millions d'hommes comme des millions de zéros? lui qui ne voyait dans les peuples que des *quantités à dépenser!*

Cet égoïsme monstrueux, ce délire d'amour-propre qui lui faisait un besoin de tout rapporter à lui, combiné avec le mépris systématique des hommes que nous venons de remarquer, ne pouvait que développer le germe d'une cruauté que dans le rôle d'Attila, où les circonstances l'avaient jeté, il eut le plaisir de pouvoir satisfaire, sans qu'on songeât presque à lui en faire un crime. Ainsi il put impunément massacrer en masse : ses victimes s'immolaient avec joie au service de l'Etat et du prince ; la faulx de la mort se cachait sous

---

(1) En voici une preuve entre mille qu'on pourrait citer. Le colonel Gérard Lacuée, jeune officier de la plus brillante espérance, et aide-de-camp de Napoléon, eut la loyauté de témoigner de l'intérêt pour le général Moreau, et le courage de contrarier quelques *volontés* du maître ; il fut bientôt après, le 10 octobre 1805, chargé d'aller se faire tuer à l'attaque du pont de Günzbourg. On savait si bien qu'il n'en reviendrait pas, qu'on dépêcha *avant l'attaque*, le courrier qui porta à Paris l'ordre de mettre le scellé sur *ses papiers*.

les lauriers, et les chants de la victoire étouffaient le murmure de la haine publique.

Cette cruauté, qu'on voudrait en vain nier, est écrite partout, dans ses bulletins, dans ses combats, dans ses propos, dans l'administration de ses hôpitaux.

Les journaux ont reproduit, peu après sa chute, une lettre curieuse de Buonaparte *le sans-culotte*. Il y détaille, avec la joie du tigre qui dévore sa proie, la manière dont la mitraille et la baïonnette, le feu et le fer, ont détruit les ennemis de la république. Ses récits de batailles semblent toujours écrits avec du sang. L'expression propre et énergique qui peint le mieux la destruction, ne lui échappe jamais; les circonstances les plus épouvantables sont toujours sur le devant du tableau. Ainsi, on peut se rappeler, à la bataille d'Austerlitz, *ce corps tout entier* engagé sur des étangs glacés; l'artillerie qui rompt la glace à coups redoublés; les cris affreux de cette masse d'hommes qui s'engloutit, disparaît, et sur laquelle a passé le silence de la mort. Ainsi, plus récemment dans les Bulletins des affaires de Champ-Aubert et de Montmirail, il ne se lasse point de répéter que l'*armée russe est détruite*, *l'armée prussienne anéantie;* que tout ce qui n'a pas été pris a été *jeté* dans un étang ou *tué* sur le champ de bataille. Qu'on lise les Bulletins des Alliés, et on y sentira mieux, par le soin avec lequel ils ménagent la peinture des désastres de la guerre, tout ce qu'ont de barbare, dans ceux de Buonaparte, le détail des images et le choix de l'expression. Ses mots, ses figures, jusqu'à ses plaisanteries, ont un sel de

cruauté. C'est un fait certain qu'il appelait les conscrits les moins exercés, *de la chair à canon.* A Dresde, il réclamait un jour du comte de Meerfeld plus d'égards qu'on n'en avait témoigné au général Vandamme, tombé entre les mains de l'ennemi. « Je sais bien, ajouta-t-il, que si j'en avais » deux pareils, *je serais obligé d'en tuer un;* » mais ce n'est pas une raison de le traiter plus » mal que les autres (1). »

Ce serait un tableau à faire reculer, que celui de ses hôpitaux ; on vient d'en publier une esquisse sous le titre de *Sépulcres de la grande Armée;* mais nous craignons de fatiguer l'âme des lecteurs par ces peintures hideuses. Nous finirons par deux traits. En Egypte, il empoisonna ses malades et fit mitrailler ses prisonniers. Dernièrement, en Allemagne, il a abandonné ses blessés à la merci de l'étranger, et à Château-Thiéry, il a fait jeter à l'eau ceux de l'ennemi pour s'en débarrasser.

Il se présente ici une observation ; et l'on demandera sans doute comment la France a souffert si long-temps un joug si indigne, un maître si peu fait pour la gouverner. Il faudrait peut-être, pour traiter cette question d'une manière suffisante, plus d'espace que ne nous en laissent les

(1) Si l'on faisait jamais un Napoléana, et qu'aux mots qu'il a dits on ajoutât ceux qu'il a fait dire, le recueil serait piquant; nous demanderions place pour celui-ci : lorsqu'au bas du Bulletin de Moscow, on eut lu cette réflexion insolente : que l'Empereur ne s'était jamais mieux porté. Beau miracle! s'écria-t-on : il a toujours été enveloppé de sa peau de *tigre.*

bornes que nous nous sommes prescrites. Contentons-nous d'indiquer quelques considérations générales. Au 18 brumaire, Buonaparte, appelé pour l'exécution d'un plan qui n'était pas le sien, trompa tous les partis; et en s'emparant des enjeux, ne laissa aux principales dupes que le choix de le renverser ou de se soumette. Le renverser, c'était rallumer plus violemment les fermens de discorde qu'on avait voulu étouffer; c'était mettre aux prises toutes les passions : on préféra de se soumettre et d'attendre les événemens. Contenant tous les partis par la crainte qu'ils avaient les uns des autres; débarrassé par les chances de la guerre d'une foule de rivaux, secondé par cette lassitude qui, trop souvent à la fin des révolutions manquées, jette les peuples dans les bras du premier démagogue qui se présente, Napoléon dut se maintenir plus long-temps qu'un autre à la place où il s'était élevé par trois moyens sortant du fond même de son caractère, et qu'il mit en usage avec un véritable *talent :* ce furent l'hypocrisie, la force et la corruption.

Sa profonde duplicité lui servit à en imposer longuement à notre franchise. L'art perfide avec lequel il exalta l'esprit militaire chez un peuple passionné pour la gloire et l'éclat, mit la nation dans l'armée, et fit de l'armée le corps de la nation. Encore quelques années, et nous reculions jusqu'à la féodalité.

Enfin, par la corruption (1), surtout par sa pré-

(1) Jamais nul gouvernement n'a plus prodigué l'or, n'a plus employé d'espions, de traîtres, de machinateurs de toutes sortes d'intrigues, que n'a fait Buonaparte : c'était

dilection pour la jeunesse irréfléchie, présomptueuse et susceptible d'être égarée par les illusions de l'imagination, il écarta d'autour de lui les contradictions et les conseils. Il régna sans obstacles, mais aussi sans appui. Il pesait sur nous; nous nous sommes retirés, et il est tombé.

Napoléon est un homme qui, en administration comme en guerre, ne sut jamais ni où, ni comment s'arrêter. Il outra tout, et n'atteignit rien. Singe de Catilina, il ne voulut que des choses démesurées, extraordinaires, au-dessus de ses moyens (1).

Des tours de forces étaient pour lui des coups

---

là toute sa politique. Les Anglais (il est vrai qu'on ne doit recevoir leur témoignage qu'avec précaution), les Anglais l'accusent d'avoir eu dans tous les cabinets des ministres à sa dévotion, d'avoir, par ces moyens honteux, fait prendre plus d'une fois à des Souverains des résolutions intempestives et contraires à leurs intérêts. Ainsi, par exemple, ce serait sur de faux avis, dictés par Buonaparte lui-même, que l'Autriche l'aurait attaqué si mal à propos, lorsqu'il ne savait plus comment se tirer du mauvais pas où il s'était engagé, en annonçant qu'il allait tenter la descente en Angleterre; ainsi, peu de temps après, ç'aurait été par d'aussi perfides incitations que la Prusse se serait présentée *seule* sur le champ de bataille, où l'or, assure-t-on, ne servit pas moins bien Buonaparte que le fer. Si l'on considère qu'après avoir tiré de la France un revenu annuel de 1500 millions, après avoir disposé des trésors de toute l'Europe, il laisse une dette d'au moins 7 ou 800 millions, il paraîtra difficile d'expliquer cet énorme déficit autrement qu'en supposant en effet qu'il a dû se précipiter des flots d'or dans le gouffre des *dépenses secrètes*.

(1) Vastus animus immoderata, incredibilia, nimis alta semper cupiebat. *Salust. Conjur. Catilin.*

de génie. Pareil à un funambule, qui ne veut qu'étonner la multitude, il s'était condamné à escalader un obélisque; parvenu au sommet de l'aiguille, et n'y trouvant pas de point d'appui, il s'en est détaché comme une pierre, et s'est brisé dans sa chute.

Avant de donner son abdication, Napoléon entama, de Fontainebleau où il s'était retiré, avec les puissances alliées à Paris, une négociation ayant pour but de faire fixer et garantir par ces puissances son sort futur et celui de sa famille, ainsi que son rang et son titre à la possession de l'île d'Elbe. Les plénipotentiaires respectifs furent, pour les Alliés, M. le comte de Nesselrode; et pour Napoléon, MM. de Caulaincourt, le maréchal Ney et le maréchal Macdonald. Ils conclurent un traité qui est jusqu'ici pour nous comme le dernier acte de la vie politique de Napoléon, et qui, sous ce rapport, nous paraît mériter d'être communiqué à nos lecteurs. En voici le texte.

Traité conclu à Paris, le 11 avril, entre l'Empereur Napoléon et LL. MM. I. et R. les Empereurs de Russie et d'Autriche, et le Roi de Prusse.

Art. Ier. S. M. l'Empereur Napoléon renonce pour lui et ses successeurs et descendans, ainsi que pour chacun des membres de sa famille, à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire Français et le royaume d'Italie que sur tout autre pays.

2. LL. MM. l'Empereur Napoléon et l'Impératrice Marie-Louise, conservent ces titres et qualités pour en jouir leur vie durant; la mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'Empereur, conserveront également, partout où ils se trouveront, le titre de princes de sa famille.

3. L'île d'Elbe, adoptée par l'Empereur Napoléon pour le lieu de son séjour, formera, sa vie durant, une principauté séparée, qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété. Il sera donné en outre, en toute propriété à l'Empereur Napoléon, un revenu annuel de deux millions de francs en rentes sur le grand-livre de France, dont un million reversible à l'Impératrice.

4. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour faire respecter par les Barbaresques le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe, et pour que dans ses rapports avec les Barbaresques elle soit assimilée à la France.

5. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, seront donnés en toute propriété et souveraineté à S. M. l'Impératrice Marie-Louise; ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe. Le prince son fils prendra dès ce moment le nom de prince de Parme, Plaisance et Guastalla.

6. Il sera réservé dans les pays auxquels l'Empereur Napoléon renonce, pour lui et sa famille, des domaines, ou donné des rentes sur le grand-livre de France, produisant un revenu annuel net, et déduction faite de toute charge, de

2,500,000 francs. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété, et pour en disposer comme bon leur semblera, aux princes et princesses de sa famille, et seront répartis entre eux de manière à ce que le revenu de chacun soit dans la proportion suivante, savoir : à madame Mère, 300,000 francs. — Au roi Joseph et à la reine, 500,000 francs.—Au roi Louis, 200,000 fr. — A la reine Hortense et à son enfant, 400,000 francs. — Au roi Jérôme et à la reine, 500,000 francs.—A la princesse Elisa, 300,000 fr. — A la princesse Pauline, 300,000 francs. Les princes et princesses de la famille de l'Empereur conserveront en outre tous les biens, meubles et immeubles, de quelque nature que ce soit, qu'ils possèdent à titre particulier, et notamment les rentes dout ils jouissent également comme particuliers sur le grand-livre de France ou le Mont-Napoléon de Milan.

7°. Le traitement annuel de l'Impératrice Joséphine sera réduit à un million en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France. Elle continuera à jouir, en toute propriété, de ses biens, meubles et immeubles particuliers, et pourra en jouir conformément aux lois françaises.

8°. Il sera donné au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

9°. Les propriétés que S. M. l'Empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire, soit comme domaine privé, resteront à la couronne. Sur les fonds placés par

l'Empereur Napoléon, soit sur le grand-livre, soit sur la banque de France, soit sur les actions des forêts, soit de tout autre manière, et dont S. M. fait l'abandon à la couronne, il sera réservé un capital qui n'excédera pas 2 millions, pour être employé en gratifications en faveur des personnes qui seront portées sur l'état que signera l'Empereur Napoléon, et qui sera remis au gouvernement Français.

10. Tous les diamans de la couronne resteront à la France.

11. L'Empereur Napoléon fera versemens au trésor et aux autres caisses publiques de toutes les sommes et effets qui auraient été déplacés par ses ordres, à l'exception de la liste civile.

12. Les dettes de la maison de S. M. l'Empereur Napoléon, telles qu'elles se trouvent auprès de la signature du présent traité, seront immédiatement acquittées sur les arrérages dus par le trésor public à la liste civile, d'après les états qui seront signés par un commissaire nommé à cet effet.

13. Les obligations du Mont-Napoléon à Milan envers tous ses créanciers, soit Français, soit étrangers, seront exactement remplies, sans qu'il soit fait aucun changement à cet égard.

14. On donnera tous les saufs-conduits nécessaires pour le libre voyage de S. M. l'Empereur Napoléon, de l'Impératrice, des princes et princesses, et de toutes personnes de leur suite qui voudront les accompagner ou s'établir hors de France, ainsi que pour le passage de tous

les équipages, chevaux et effets qui leur appartiennent : les puissances alliées donneront en conséquence des officiers et des hommes d'escorte.

15. La garde impériale française fournira un détachement de 12 à 1,500 hommes de toutes armes, pour servir d'escorte jusqu'à St.-Tropez, lieu de l'embarquement.

16. Il sera fourni une corvette armée et les bâtimens nécessaires pour conduire, au lieu de sa destination, S. M. l'Empereur Napoléon ainsi que sa maison; la corvette demeurera en toute propriété à S. M.

17. S. M. l'Empereur emmènera avec lui, et conservera pour sa garde, 400 hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.

18. Tous les Français qui auront suivi S. M. l'Empereur Napoléon ou sa famille, seront tenus, s'ils ne veulent pas perdre leur qualité de Français, de rentrer en France dans le terme de trois ans, à moins qu'ils ne soient compris dans les emplois que le gouvernement Français se réserve d'accorder après l'expiration de ce terme.

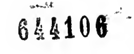
19. Les troupes polonaises de toutes armes, qui sont au service de France, auront la liberté de retourner chez elles, en conservant armes et bagages, comme un témoignage de leurs services honorables; les officiers, sous-officiers et soldats, conserveront les décorations qui leur auront été accordées, et les pensions affectées à ces décorations.

20. Les Hautes Puissances alliées garantissent l'exécution de tous les articles du présent traité ; elles s'engagent à obtenir qu'ils soient adoptés et garantis par la France.

21. Le présent traité sera ratifié, etc.

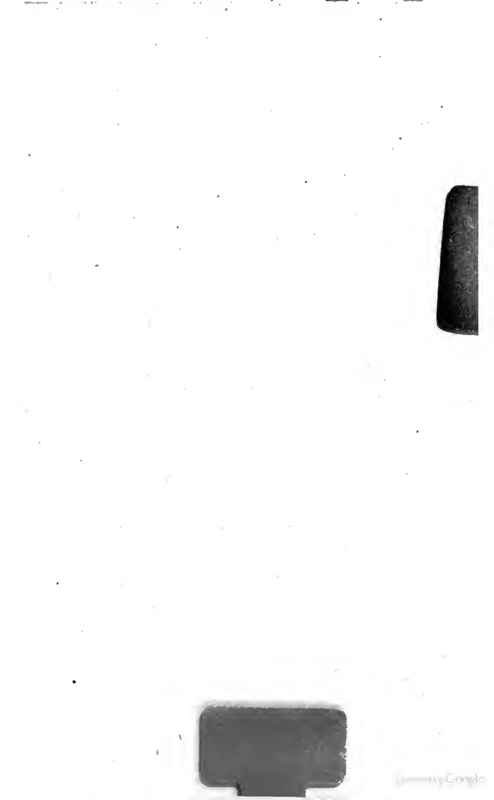
Suivent les signatures.

FIN.










BIBLIOTECA